

UNOHRLLS

**Leçons tirées des cinq années de Mise en Œuvre du
Programme d'Action d'Istanbul en faveur des Pays les
Moins Avancés**

Tables des Matières

1.0. Introduction	4
1.1. Intégration du PAI dans les plans et stratégies nationaux	5
2.0. Domaines prioritaires	6
2.1. Capacités productives	6
L'investissement privé et la création de zones économiques pour stimuler la diversification économique	6
Investir dans les infrastructures de transport et de transit pour améliorer la connectivité et stimuler le développement socio-économique	9
Réduire le défi de l'énergie dans certains PMA à travers la mise en œuvre du mix énergétique, avec l'appui de partenaires	12
Mise en œuvre des réformes institutionnelles et juridiques afin d'améliorer l'environnement des investissements	16
Promotion de la responsabilité sociale des entreprises	18
2.2. Agriculture, sécurité alimentaire et développement rural	18
Adoption et mise en œuvre de politiques et de programmes visant à améliorer la sécurité alimentaire agricole	18
Offre de subventions d'intrants et irrigation pour améliorer la sécurité alimentaire	19
Réduction des pertes après-récolte avec l'augmentation de la capacité de stockage de grain	20
Participation des partenaires au développement et partenariats public-privé dans le secteur de l'agriculture	21
2.3. Commerce	22
Simplification et harmonisation des procédures frontalières et de transit des douanes pour faciliter le commerce	22
Accroître la coopération régionale et le renforcement des capacités de l'offre pour promouvoir le commerce	23
2.4. Produits de base	24
Investir dans la valeur ajoutée pour améliorer la productivité et, dans certains cas, la création d'emplois productifs	24
2.5. Développement social et humain	25
Mise en œuvre de politiques d'éducation gratuite et offres de programmes d'alimentation scolaire pour faire augmenter le taux de scolarisation	25
Initiatives de promotion de la santé et d'équité en matière de santé	27
Rapprocher les TIC et les secteurs sanitaires pour améliorer les soins médicaux	29
Préparer les jeunes au travail grâce au perfectionnement des compétences et à l'entreprenariat de la jeunesse	30
Améliorer l'accès à des refuges grâce à des immeubles construits par le gouvernement, le cas de l'Éthiopie	31
Progrès dans l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes grâce à des réformes légales	32
Mise en œuvre de filets de sécurité sociale afin d'assurer le revenu et la dignité des populations vulnérables	32
2.6. Crises multiples et nouveaux défis	33

Renforcer la prévention des catastrophes naturelles pour limiter les effets du changement climatique	34
Limiter la volatilité des prix par des mécanismes de stockage, de subvention et de surveillance des prix	37
De nouveaux défis tels que l'épidémie du virus Ebola ralentissent les efforts de développement	38
2.7. Mobilisation des ressources financières nécessaires au développement et au renforcement des compétences	38
Large éventail d'efforts fiscaux pour mobiliser les ressources nationales	38
Mobiliser les ressources financières extérieures	39
2.8. Bonne gouvernance	41
Améliorer la bonne gouvernance en augmentant l'efficacité, la transparence et la participation	41
3.0. Tableau récapitulatif : Les leçons tirées du PAI (Sélection d'exemples):	43
1. Références:	57

1.0. Introduction

En mai 2011, les États membres des Nations Unies ont adopté le Programme d'Action d'Istanbul (PAI)¹ pour la décennie 2011-2020 lors de la Quatrième Conférence des Nations Unies sur les Pays les Moins Avancés (PMA) qui s'est tenue à Istanbul, Turquie. Le PAI est un programme ambitieux adopté par la communauté internationale afin de trouver des réponses aux défis structurels auxquels sont confrontés les PMA, d'éradiquer la pauvreté, de réaliser les objectifs de développement durable et de permettre leur sortie de la catégorie des PMA. Cette vision est traduite en huit domaines prioritaires qui sont : la capacité de production ; l'agriculture, la sécurité alimentaire et le développement rural ; le commerce ; les produits de base ; le développement humain et social ; les multiples crises et autres défis émergents ; la mobilisation des ressources financières pour le développement et le renforcement des capacités ; et la bonne gouvernance à tous les niveaux.

A mi-chemin de la phase de mise en œuvre du PAI, le Bureau du Haut Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement (OHRLLS) a invité tous les PMA à évaluer l'état de la mise en œuvre du PAI au niveau national et à souligner entre autres, les leçons apprises, les nouveaux défis auxquels ils sont confrontés et les mesures et initiatives à prendre afin de les surmonter. Dans certains PMA, des rapports nationaux ont été préparés avec l'appui des Coordonnateurs Résidents et d'équipes pays du PNUD. Au moment de la rédaction du présent rapport, 28 PMA avaient fait parvenir, à OHRLLS, leurs rapports nationaux² sur les progrès accomplis à mi-parcours. OHRLLS les remercie d'avoir partagé leurs expériences.

Bien que cette publication soit principalement basée sur les rapports nationaux qui ont été soumis, il fait également appel à d'autres publications pertinentes. En outre, la publication actuelle ne capte pas l'intégralité des expériences des PMA dans tous les huit domaines prioritaires du PAI.

Le présent rapport vise à mettre en lumière quelques-uns des succès et à choisir certaines expériences afin de partager les leçons apprises durant la mise en œuvre du PAI au niveau national et d'encourager l'apprentissage par les pairs. Le rapport est

¹ *Programme d'Action en faveur des Pays les Moins Avancés pour la décennie 2011-2020*: <http://unohrlls.org/UserFiles/File/IPoA.pdf>

² Les rapports nationaux des PMA sont disponibles sur <http://unohrlls.org/national-reports-mtr-ipoa/>

structuré de la façon suivante : la section suivante met en évidence des exemples concrets d'intégration du PAI dans les plans et stratégies nationaux. La section 2.0 décrit des exemples dans chaque domaine prioritaire. Le rapport conclut à la section 3.0 avec un tableau récapitulatif.

1.1. Intégration du PAI dans les plans et stratégies nationaux

L'intégration du PAI dans les processus de planification de développement national se déroule généralement en trois étapes complémentaires. La première est la formulation d'une vision nationale à long terme, qui assure la direction, la cohérence et les orientations nécessaires pour soutenir la transformation structurelle. La deuxième étape est l'opérationnalisation de la vision nationale à long terme grâce à la formulation de stratégies et de plans nationaux et sectoriels de développement à moyen terme. La troisième étape consiste à allouer le budget annuel du gouvernement comme moyen-clé pour appliquer la mise en œuvre stratégies et de plans nationaux et sectoriels de développement à moyen terme qui intègre le PAI (Rapport sur l'état des PMA, 2013).

Depuis l'adoption du PAI en 2011, des séries d'efforts ont été déployés par les PMA pour intégrer les dispositions du PAI dans leurs politiques nationales et leurs cadres nationaux de développement. Plusieurs PMA, dont le Bangladesh, le Cambodge, l'Éthiopie, la République démocratique populaire du Lao (ci-après, la RDP du Laos), le Libéria, le Malawi, la Mauritanie et la Tanzanie ont aligné leurs plans et cadres de développement aux domaines d'action prioritaires du PAI. Le septième Plan National de Développement Socio-économique pour 2011-15 de la RDP du Laos, par exemple, vise à assurer au moins 8% de croissance du PIB par an et par habitant, pour atteindre les OMD d'ici 2015, et à prendre également des mesures importantes pour sortir de la catégorie des PMA d'ici à 2020 (ONU, 2012 ; Rapports Nationaux).

Dans la plupart des cas, la vision à long terme vise une sorte de transformation économique radicale nécessaire afin de sortir du statut de PMA ou d'atteindre le statut de pays à revenu intermédiaire, ce qui équivaut plus ou moins à la sortie de la catégorie des PMA. L'année ciblée varie selon les pays : 2021 pour le Bangladesh, 2022 pour le Népal, 2025 pour l'Éthiopie et la Tanzanie, 2030 pour la Zambie, et 2035 pour la Guinée, le Libéria, le Niger et le Sierra Leone (Rapport sur l'état des PMA, 2013).

En Asie, certains pays dont le Bangladesh, le Bhoutan, le Cambodge, la RDP du Laos, le Myanmar et le Népal ont tous inclus, dans leurs programmes nationaux de développement un échéancier clair de leur sortie de la catégorie des PMA (ONU, 2016). Le gouvernement du Népal a préparé une approche de cette sortie prévue pour 2022 (Rapport national du Népal, 2016). Certains pays ont commencé à préparer des évaluations de l'impact que la perte du statut de PMA engendrerait sur les flux d'aide publique au développement et les préférences commerciales, y compris à travers un échange d'expériences et de vues avec les pays déjà sortis de cette catégorie (ONU, 2016).

2.0. Domaines prioritaires

Cette section met en exergue chaque domaine prioritaire à travers une sélection d'exemples de pays et en extrait des messages-clés.

2.1. Capacités productives

L'investissement privé et la création de zones économiques pour stimuler la diversification économique

Au cours de la phase de mise en œuvre du PAI, le Bangladesh a été l'un des rares PMA parvenant à augmenter sa part de valeur ajoutée manufacturière dans son PIB. Cette solide base manufacturière est renforcée par la haute intensité de travail des usines de l'industrie des textiles, des vêtements prêt-à-porter et de confection de chaussures. Un secteur privé dynamique a joué un rôle de catalyseur dans la promotion des changements structurels dans le pays. Le gouvernement a déployé des efforts pour créer un environnement favorable aux investissements du secteur privé par le biais, entre autres, de l'exploitation des zones franches d'exportation (ZFE), qu'il considère comme un moyen privilégié pour attirer les investissements nationaux et étrangers. Les ZFE sont donc utilisées pour promouvoir l'industrialisation rapide et stimuler l'investissement privé. Le pays a observé une augmentation progressive des investissements et des exportations grâce aux ZFE.

De même, l'industrie de la confection de vêtements continue d'être le principal moteur de croissance du Cambodge. L'accroissement de ce secteur d'année en année était d'environ 14,1 % à la mi-2014. En outre, les flux d'investissement étranger direct (IED) sont en hausse en raison du retour d'une relative stabilité sur le marché du travail et d'un regain d'élan des investisseurs dans les secteurs de construction et de l'immobilier, conduisant à des importations croissantes de matériaux de construction. Le secteur de la construction a ainsi dépassé le tourisme et les cultures agricoles. L'actuelle solide croissance économique offre donc une occasion pour, entre autres, poursuivre l'automatisation des processus d'affaires ; de compléter les lois sur la concurrence et les investissements, qui ont amélioré l'environnement des investissements ; de faciliter le commerce ; et d'augmenter l'attractivité des zones économiques spéciales (Banque mondiale, 2014). En outre, les petites et moyennes entreprises (PME) constituent des éléments essentiels de l'économie cambodgienne, contribuant à la fois au développement économique et social. Elles ont joué un rôle crucial dans la création d'emplois. On estime que 40% à 50% de l'emploi total au Cambodge peuvent être attribués aux PME³.

La République Démocratique Populaire du Laos a maintenu un taux annuel de croissance du produit intérieur brut (PIB) de plus de 7% au cours des cinq premières années de la mise en œuvre du PAI⁴. Selon le rapport national de la RDP du Laos (2015), alors que la croissance de l'économie repose en grande partie sur le secteur des ressources naturelles, les industries de transformation ont présenté des résultats positifs et ont contribué à la diversification hors du secteur des ressources naturelles. Elles comprennent l'industrie de transformation alimentaire (21% de la production totale de transformation), les pièces détachées (18%), les produits minéraux (16%) et les entreprises de boissons (15.5%). La valeur brute de la production annuelle des industries de transformation entre 2011 et 2015 était en moyenne d'environ 13%. Similaire au Bangladesh, la RDP du Laos a également cherché à attirer des investisseurs privés à travers la mise en œuvre de zones économiques spéciales. En 2012-2013, 206 usines étaient fonctionnelles dans ces zones. A titre d'exemple, dans la capitale, Vientiane, plus de 60 pour cent de cette zone a été développé. 28 entreprises ont été enregistrées dans cette zone avec une valeur d'investissement totale de plus de \$40,6 millions. En outre, pour favoriser l'augmentation de la productivité et améliorer la qualité et les normes des produits et services des PME, le gouvernement a achevé la mise en œuvre d'un projet de construction

³ Cf. <http://www.ifc.org/wps/wcm/connect/70858880474dce1595069f11d57e6c63/Cam+SME-Financial+Services+and+Products.pdf?MOD=AJPERES>

⁴ Données extraites des Indicateurs pour le Développement Mondial, le 18 avril 2016. Disponibles sur : <http://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.MKTP.KD.ZG/countries>

d'une usine modèle. Parmi les quatre usines dans ce projet, l'usine « Farine de Manioc d'Indochine » a reçu de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), le *prix exceptionnel de croissance rapide des PME*. À l'heure actuelle, le Ministère de l'Industrie et du Commerce et les secteurs concernés sont en train de mettre en place un système et une agence de certification de qualité et des normes des PME (Rapport national de la RDP du Laos, 2015).

D'autres pays tels que le Bénin, l'Éthiopie, la Mauritanie et la Tanzanie ont également établi des zones et des grappes industrielles dans différentes régions du pays afin d'accélérer le processus d'industrialisation et la création d'emplois. Comme l'a rapporté la Banque mondiale⁵, l'usine chinoise Huajian - ouverte en 2012 et devenue rentable dès sa première année de fonctionnement - prévoit de renforcer ses effectifs jusqu'à 30.000 personnes dans la zone industrielle à l'extérieur d'Addis-Abeba, dans le cadre d'un investissement de \$2 milliards.

Les IED dans le secteur manufacturier ont favorisé la création d'emplois dans différents secteurs de certains PMA. En Tanzanie et en Ouganda, bien que le secteur manufacturier ne soit pas toujours le plus grand secteur en termes d'investissement de capitaux, il a cependant été le plus grand générateur d'emplois. En Tanzanie, une enquête auprès des investisseurs étrangers a rapporté que le secteur manufacturier avait été, au cours de la période 2008-2009, le plus grand générateur d'emplois entre les divers secteurs, avec une moyenne de 36,303 emplois par an et représentant 43% du chiffre total des emplois créés par les IED. L'enquête auprès des investisseurs de l'Ouganda a divisé les emplois entre les emplois à temps partiel et ceux à temps plein, et a pu démontrer que le secteur manufacturier avait atteint le plus grand nombre d'emplois créés en 2012, à la fois à temps plein (23 pour cent du total) et à temps partiel (79 pour cent du total). En Éthiopie, le secteur manufacturier a représenté 28 pour cent des opportunités totales d'emplois (le plus grand secteur non agricole en termes de création d'emplois par les investissements étrangers directs) entre 2008 et 2014 (Chen et al. 2015).

Entre 2011 et 2014, La part du secteur manufacturier dans le PIB total a également augmenté au Cambodge, en République Démocratique du Congo et en Mauritanie.⁶

⁵ <http://www.worldbank.org/en/news/opinion/2015/06/30/africa-still-poised-to-become-the-next-great-investment-destination>

⁶ <http://data.worldbank.org/indicator/NV.IND.MANF.KD.ZG>. Données extraites le 18 mars 2016.

Investir dans les infrastructures de transport et de transit pour améliorer la connectivité et stimuler le développement socio-économique

Le déficit d'infrastructures en Mauritanie a été réduit grâce aux efforts du gouvernement. Selon le rapport national de la Mauritanie (2015), la construction d'un vaste réseau interurbain de routes modernes (environ 4600 kms de routes pavées) a ouvert les capitales des régions (Wilayas) et presque tous les arrondissements (Moughataas). L'Éthiopie, pays enclavé, a connu une croissance économique remarquablement solide, due en partie aux investissements publics dans les infrastructures⁷. Entre 2009/10 et 2014/15, la longueur des routes nationales est passée de 48.800 à 58.247 kms (Rapport national de l'Éthiopie, 2015). Les donateurs non traditionnels, en particulier la Chine et l'Inde, ont représenté une source importante de financement pour le développement des infrastructures en Éthiopie.⁸

Starkey et Hine (2014) décrivent des exemples d'importants avantages sociaux et économiques observés en Éthiopie, au Népal et en Ouganda à partir de l'aménagement de sentiers piétonniers en routes carrossables. Les investissements dans la connectivité initiale à travers les pistes rurales ont également amélioré le taux de scolarisation (au Bangladesh et en Éthiopie), ainsi que la dotation en personnel dans les écoles primaires dans les villages en Zambie. L'amélioration des réseaux routiers (de même que des chemins de fer et de la communication) en Angola a réduit les retards et coûts inhérents aux transactions et facilité la connectivité⁹.

Djibouti a construit ou réhabilité des routes pour améliorer sa connectivité avec les pays limitrophes. Par exemple, la construction de la route de 62 kilomètres Tadjourah - Dorra-Balho (frontière avec l'Éthiopie) et les 18 kilomètres Djibouti-Loyada (frontière avec la Somalie) a contribué à accroître les échanges commerciaux et à renforcer le rôle de Djibouti en tant que plate-forme logistique régionale (Rapport national de Djibouti, 2015). Au cours de la période de la mise en œuvre du PAI en Éthiopie, environ 90 pour cent du projet de ligne de chemin de fer de 656 km allant de Sebeta (Addis-Abeba) à Dewonle (frontière avec Djibouti) a été construit (Rapport national de l'Éthiopie, 2015). La réhabilitation des 752 kms de liaison ferroviaire entre Djibouti et l'Éthiopie reliant les deux capitales, a été achevée en juin 2014. Un agrandissement du port de

⁷ Cf. [http://www-](http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/IB/2015/11/25/090224b083440c38/1_0/Rendered/PDF/Trajectories0f0country0applications.pdf)

[wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/IB/2015/11/25/090224b083440c38/1_0/Rendered/PDF/Trajectories0f0country0applications.pdf](http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/IB/2015/11/25/090224b083440c38/1_0/Rendered/PDF/Trajectories0f0country0applications.pdf)

⁸ http://www.et.undp.org/content/dam/ethiopia/docs/Financing%20for%20Development_January2015updated.pdf

⁹ Rapport 2016 sur l'état des PMA (à paraître).

Doraleh devrait en outre quadrupler les revenus et apporter des avantages considérables à l'économie djiboutienne. Sa capacité a augmenté en 2015 jusqu'à 830.000 conteneurs, contre 160.000 conteneurs en 2004¹⁰.

Les gouvernements du Kenya, de l'Ouganda et du Rwanda se sont engagés à développer une liaison ferroviaire à écartement normal qui relierait les PMA enclavés du Rwanda et de l'Ouganda, au port de Mombasa au Kenya. Ce projet comprend la section de Tororo (région de l'Est de l'Ouganda) à Gulu et Pakwach (Nord de l'Ouganda)¹¹. Les ingénieurs des chemins de fer Rift Valley sont en train de réhabiliter la ligne de chemin de fer Tororo-Gulu-Pakwach, qui couvre environ 500 kilomètres et qui n'a pas été utilisée pendant plus de deux décennies. La Division d'ingénierie des Forces de Défense du peuple ougandais a également été chargée de soutenir ces efforts. Les travaux sur l'axe Mbale-Tororo ont été achevés, et les services ont repris tout au long de cette section. Les réparations de cette ligne comprennent l'élimination des fourmilières, le remplacement des plaques manquantes et la démolition de maisons construites auparavant par des envahisseurs dans un rayon de 30 mètres de la ligne de chemin de fer (CNUCED, 2014b).

Le Sénégal a pris des mesures visant à moderniser son réseau ferroviaire afin de renforcer l'intégration régionale, le commerce, ainsi que les secteurs agricoles et miniers. Elles comprennent notamment l'opérationnalisation du réseau du train express régional (TER Dakar -AIBD) ; l'achèvement du projet d'étude de faisabilité pour l'axe ferroviaire Ziguinchor - Tambacounda – Dakar ; et la réhabilitation de la ligne ferroviaire Dakar -Bamako (Rapport national du Sénégal, 2015).

Le réseau routier global du Laos est passé de 39,584 kms en 2010 à 51.597 kms en 2014. En outre, les routes goudronnées sont passées de 5427 kms en 2010 à 8,272 kms en 2014. Le gouvernement a également pris des initiatives importantes pour relier des routes nationales aux pays voisins tout au long des couloirs économiques à l'échelle régionale, en accord avec l'intégration avec les pays de l'ASEAN (Rapport national de la RDP du Laos, 2015).

Plusieurs autres initiatives visant à améliorer les réseaux de transport en Afrique et en Asie ont été prises. Un exemple concret est l'Accord du Couloir de Transit Nord dont le Burundi, la République démocratique du Congo, le Kenya, le Rwanda et l'Ouganda sont parties contractantes et qui s'étend aussi au Soudan du Sud. L'accord facilite à la fois le commerce international

¹⁰ http://www.housingfinanceafrica.org/wp-content/uploads/2015/10/2015_CAHF-yearbook_22.10.2015.compressed.pdf

¹¹ Cf. <http://www.au-pida.org/tororo-gulu-pakwach-standard-gauge-railway-part-mombasa-kigali-railway-project>

et l'échange entre États membres (ONU, 2016). Des progrès sont en cours pour rendre opérationnelle la route transafricaine, une entreprise panafricaine visant à étendre le réseau routier du continent et à construire de nombreuses petites sections permettant une continuité du réseau¹². Le Réseau des Routes d'Asie a contribué à améliorer les flux de marchandises entre certains PMA asiatiques et leurs pays limitrophes. Le Fonds pour les Infrastructures de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), créé en 2013, est une initiative novatrice visant à mobiliser les ressources de la région pour le développement des infrastructures. La Banque Asiatique de Développement (BAD) soutient également les investissements pour le développement des infrastructures dans cette région. Par exemple, entre 1992 et 2010, le programme de coopération économique du Grand Mékong¹³ avait investi environ \$15 milliards dans des projets couvrant les routes sous régionales, les aéroports et les réseaux ferroviaires, ainsi que les installations électriques et les infrastructures touristiques (ONU, 2015).

Le trafic maritime constitue le principal moyen de transport des PMA pour effectuer leur commerce et leurs échanges sur le marché international. Le Bénin a pris des mesures importantes pour développer ses infrastructures de transport et son port maritime, puisque ce secteur représente plus de 90% de son commerce. Le port de Cotonou est la source de 45-50% des recettes de l'état et de 80-85% des recettes douanières. Ces mesures sont les suivantes: travaux continus de réhabilitation liée à l'exploitation d'un nouveau terminal à conteneurs ; poursuite du processus d'exploration pour la construction du second port en eau profonde à Seme-Kpodji ; construction de ports secs à Parakou et Tori ; et construction d'un centre des affaires maritimes (Rapport national du Bénin, 2015). La piraterie maritime demeure une menace croissante, en particulier au large des côtes de l'Afrique orientale et occidentale¹⁴.

L'accroissement du trafic aérien dans les PMA est imputable en grande partie aux performances de l'Ethiopie et du Bangladesh. Un exemple de réussite est le rôle du transport aérien dans la croissance de l'industrie florale en Ethiopie. Le gouvernement a rendu les terres appartenant à l'Etat et situées à proximité de l'aéroport, accessibles aux fermes de fleurs, ce qui a notamment réduit le coût des transport et a facilité leur entrée sur le marché, tout en assurant une coordination entre les exportateurs de fleurs et les compagnies aériennes nationales, incitant ainsi 87% des entreprises à les utiliser pour le transport de leurs marchandises. Les compagnies aériennes ont ensuite octroyé et assuré des avions cargo avec un minimum

¹² Rapport 2016 sur l'état des PMA (*à paraître*).

¹³ Les pays membres incluent le Cambodge, la RDP du Laos et le Myanmar.

¹⁴ Rapport 2016 sur l'état des PMA (*à paraître*).

de 10 vols quotidiens pour le transport des fleurs vers les grands marchés d'enchères (Gebreeyesus et Iizuka, 2010)¹⁵. En outre, les prêts subventionnés par la Banque de Développement de l'Éthiopie (DBE) ont été la principale source de financement de l'investissement à long terme pour les entreprises du secteur de la floriculture en Éthiopie. Près des deux tiers des entreprises de cette industrie se sont appuyés sur les prêts de la DBE. Vu le succès des prêts de la DBE à l'industrie de la floriculture, les banques privées ont également commencé à accorder des prêts à cette industrie (UNCEA, 2016b).

Réduire le défi de l'énergie dans certains PMA à travers la mise en œuvre du mix énergétique, avec l'appui de partenaires

Les PMA sont confrontés à des défis importants en ce qui concerne l'accès à l'électricité¹⁶. Selon l'UNCEA (2016a), l'insuffisance d'eau dans les réservoirs de certaines des plus grandes sources d'hydroélectricité en Zambie – le lac Kariba et Itezhi Tezhi - a conduit à l'augmentation du rationnement de l'électricité dans tout le pays. Les coupures intempestives de courant durent en moyenne de 10 à 14 heures par jour, affectant les industries, le commerce et les consommateurs privés. La baisse du niveau des eaux est due à des précipitations inférieures à la moyenne lors de la saison des pluies de 2014/15 en Zambie. Comme observé par PMA IV Monitor (2014), au Bhoutan, au Burundi, en République Démocratique du Congo et en Zambie, la production d'électricité provient majoritairement de sources hydroélectriques, ce qui suggère la nécessité d'une plus grande diversification.

En Mauritanie, la capacité de production d'énergie a augmenté au cours des six dernières années, pour atteindre 360 mégawatts (MW) en 2015. La consommation en électricité de la population augmentera d'environ 61%, d'ici 2014. Le pays a aussi soutenu la promotion des énergies renouvelables en Afrique. L'énergie solaire assure désormais 30 pour cent de la consommation de Nouakchott (la capitale), avec une prévision de 50 pour cent de l'énergie totale de cette ville couverte par l'énergie solaire dans les prochaines années. Le gouvernement a lancé le projet d'interconnexion électrique à haute tension entre Nouakchott et Nouadhibou et Nouakchott et Toubine au Sénégal, dans le but d'exporter le surplus énergétique au Mali et au Sénégal (Rapport national de la Mauritanie, 2015), amenant ainsi des avantages régionaux¹⁷. Par ailleurs, une société de

¹⁵ Voir également le Rapport 2016 sur l'état des PMA (*à paraître*).

¹⁶ En 2012, un maigre 34.5% de la population des PMA avait accès à l'électricité (ONU, 2016).

¹⁷ Voir aussi <http://blogs.worldbank.org/nasikiliza/powering-africa-s-renewable-energy-revolution>

fabrication de panneaux solaires a été mise en place, grâce à un partenariat entre l'État (40%), un partenaire étranger (34%) et un privé national (26%).

Le développement des infrastructures de l'énergie est l'un des domaines les plus importants d'investissements stratégiques du gouvernement éthiopien. Le pays a mis en œuvre des projets d'infrastructures énergétiques de haute dimension, y compris le projet de la Grande Renaissance Hydroélectrique sur le fleuve du Nil Bleu et autres projets de centrales hydrauliques et éoliennes. Par conséquent, la capacité de production d'énergie du pays a quasiment doublé, passant de 2.000 MW en 2009/10 à 4.000 MW de 2009/10 à 2014/15. Au cours de cette même période, la couverture nationale du service électrique a augmenté de 41% à 60% (Rapport national de l'Éthiopie, 2015).

Le Bangladesh a préparé un Plan Principal pour le Système Énergétique (PSMP-2010) afin d'améliorer et d'élargir le réseau électrique pour permettre une croissance potentielle du PIB de plus de 7 pour cent. La politique des énergies renouvelables milite pour que 10% du mix énergétique provienne des énergies renouvelables d'ici à 2020. L'installation solaire domestique (ISD), gérée par la Compagnie pour le Développement des Infrastructures Sarl (IDCOL), une entité publique finançant les infrastructures, est réputée être l'un des plus grands programmes hors réseau d'énergie renouvelable dans le monde, avec la croissance la plus rapide. Plus de 3 millions d'installations solaires domestiques (ISD) ont déjà été mises en place, sous l'égide du programme IDCOL, dans les zones rurales hors réseau du Bangladesh ; et environ 13 millions de bénéficiaires reçoivent désormais l'électricité solaire. En outre, plus de 65.000 ISD sont maintenant installées chaque mois dans le cadre de ce programme avec une croissance d'installation annuelle de 58%. Enfin, environ 70.000 personnes sont directement ou indirectement impliquées dans le programme (Rapport national du Bangladesh, 2016).

Selon le rapport national du Bangladesh, un élément clé de ce succès peut être attribué à l'approche innovante et ciblée dans la livraison et le financement des ISD. L'IDCOL est en partenariat avec un certain nombre d'organisations non gouvernementales, connues sous le nom d'organisations-partenaires, qui installent, vendent, et maintiennent les ISD. Le programme IDCOL offre des subventions ciblées qui permettent des réductions des prix des ISD pour les clients à revenus faibles, et qui soutiennent le financement par micro-crédit. Au cœur de cette réussite figure un partenariat solide entre l'IDCOL et ses organisations-partenaires en termes de responsabilités spécifiquement définies, d'un système de freins et de contrepoids, de mesures incitatives, et d'une confiance accrue.

Le Gouvernement du Bhoutan a pris plusieurs initiatives visant à promouvoir les énergies renouvelables alternatives grâce à sa Politique Alternative pour les Energies Renouvelable de 2013. Par conséquent, la Banque de Développement du Bhoutan Sarl a financé 900 centrales de biogaz et 10 systèmes de chauffage solaire ont été installés (Rapport national du Bhoutan, 2015). En outre, le Bhoutan a été l'un des trois pays les moins avancés à avoir un accord-cadre de coopération énergétique pour l'électricité en novembre 2014. Les autres PMA signataires de cet accord sont l'Afghanistan et le Népal (ONU, 2015).

L'utilisation des énergies renouvelables est également au cœur de nombreux programmes d'électrification rurale actuellement menés par plusieurs PMA. Un succès à souligner est la construction et la gestion efficace axée sur l'engagement communautaire de plus de 1.000 microcentrales hydroélectriques dans 52 arrondissements au Népal (ONU, 2014A). Avec l'encouragement et le soutien de la promotion du Centre de Promotion de l'Energie Alternative au Népal (AEPC), en collaboration avec les partenaires multilatéraux, les collectivités se réunissent pour construire une microcentrale hydroélectrique qui peut répondre aux besoins énergétiques des villages voisins. Alors que les microcentrales hydroélectriques sont construites et gérées par la communauté, l'AEPC offre son soutien à la centrale hydroélectrique, pour la faire passer de l'étape de construction à l'étape de gestion. Dans une ville, Darbang, des industries incluant un atelier de métallurgie, plusieurs fabricants de meubles, un fabricant de produits cimentaires, fermes de volailles et de produits laitiers, entre autres, sont apparus après l'entrée en service de la microcentrale hydroélectrique de Ruma Khola, en 2009¹⁸.

La République Démocratique Populaire du Laos a aussi exploré le potentiel de l'électrification hors réseau à partir des énergies renouvelables. À l'heure actuelle, l'énergie solaire a été installée et étendue dans les zones rurales pour alimenter plus de 12.709 ménages, soit 1,3 pourcent du nombre total des ménages dans 430 villages. L'installation d'énergie solaire d'une capacité de 236 KW, reliée au réseau électrique de la grille de l'aéroport international de Wattay, a été achevée (Rapport national de la RDP du Laos, 2015).

Certains PMA tels que la Guinée et l'Ouganda ont récemment lancé de grands projets hydroélectriques. L'Ouganda est sur le point d'atteindre 920 MW d'énergie hydroélectrique face aux actuels 850 MW, avec l'achèvement de petits barrages hydroélectriques en 2016/17. En outre, le pays est sur une bonne voie pour assurer l'accès à l'énergie pour tous d'ici 2030, avec près de 98% de tous les districts bénéficiant de la connectivité de l'électricité dans le cadre du projet d'électrification

¹⁸ <http://www.worldbank.org/en/news/feature/2014/02/05/renewable-energy-powers-rural-nepal-into-the-future>

rurale (Rapport national de l'Ouganda, 2016). D'autres projets d'énergies renouvelables sont prévus ou sont en cours en Ethiopie et au Lesotho (éolienne), en Ethiopie et au Rwanda (géothermique) et en Mauritanie (solaire) (ONU, 2014a). Au Cambodge, un Plan Directeur d'Electrification Rurale mettant l'accent sur l'utilisation des énergies renouvelables est également mis en œuvre. Certaines des grandes améliorations comprennent des réseaux étendus de transmissions et de distribution, et la connexion de plusieurs lieux. Ceci inclut une ligne de 115kV de transmission à partir de la frontière thaïlandaise pour fournir l'électricité aux provinces de Banteay Meanchey, Siem Reap et Battambang, ainsi qu'une ligne de transmission de 230 kV depuis la frontière Cambodge-Vietnam à Phnom Penh (Rapport national du Cambodge, 2015).

La Guinée s'est également engagée à augmenter l'ampleur et la fiabilité de son approvisionnement en électricité. Dans le cadre de ces efforts, un nouveau barrage et une centrale hydroélectrique sur le fleuve Konkouré à Kaleta ont été initiés et complétés. Cela a presque triplé les capacités hydroélectriques de production de la Guinée de 128 MW en 2012 à 368 MW en 2015. Des plans sont en cours pour réaliser un projet hydroélectrique de 550 MW à Souapiti dans les années à venir, également sur le fleuve Konkouré, ainsi qu'un projet hydroélectrique de 90 MW à Fomi en amont du bassin du fleuve du Niger. En plus des efforts pour construire et rénover les lignes de transmission et des réseaux de distribution, la réalisation de ces projets hydroélectriques phares permettra d'assurer un accès durable à l'énergie aux ménages, aux entreprises et aux services essentiels à l'accélération de la croissance et du développement de la Guinée.

Les progrès du Rwanda dans les énergies renouvelables sont intégrés dans un cadre systémique plus large qui investit dans la fourniture de technologies de génération d'énergie verte inclusives et décentralisées. Le pays vise à atteindre un accès à l'électricité de 70 pour cent d'ici 2017 - soit une hausse substantielle de 19 pour cent en 2012 - et d'augmenter la capacité d'électrification générale de plus de dix fois, passant de 100 en 2012 à 1.160 MW en 2017. L'orientation prise par la politique du gouvernement a fourni un cadre plus propice à une large palette d'investissements. L'un de ces investissements est un champ solaire, financé par les partenaires au développement. Ce projet de \$23,7 millions est le premier champ solaire à échelle commerciale et connecté au réseau en Afrique de l'Est. Le champ génère 8,5 MW et a augmenté la capacité de production d'électricité du Rwanda de 6 pour cent. La construction a commencé en février 2014 et a été achevée en juillet. Il a produit environ 15 millions de kilowatts-heures dans sa première année, alimentant une sous-station électrique à 9 km. Le champ solaire est relié à un serveur central à Oslo, en Norvège, et peut être contrôlé à distance via Internet (UNCEA, 2016a).

A Kiribati, le développement des infrastructures d'approvisionnement en énergie se produit dans le cadre du plan national 2012-15, mettant un accent particulier sur les sources d'énergies renouvelables. Le projet Energie Solaire pour les Iles Périphériques, coûtant 5,3 millions, a été mis en œuvre par la Compagnie d'Énergie Solaire de Kiribati et a été financé par les partenaires au développement. Il a été achevé en 2015, fournissant 2.010 kits solaires domestiques, 281 kits solaires destinés, entre autres, aux résidences d'entreprises et d'enseignants, et 8 systèmes de mini-grilles hybrides pour les écoles secondaires sur 18 îles. Un montant supplémentaire de 10.000 petits kits d'éclairage solaire sont fournis avec l'aide financière d'un partenaire au développement pour la livraison et l'installation sur toutes les îles environnantes (Rapport national de Kiribati, 2015).

Mise en œuvre des réformes institutionnelles et juridiques afin d'améliorer l'environnement des investissements

La réintégration du Myanmar dans le réseau du commerce international a créé un environnement propice d'opportunités pour les entreprises nationales et étrangères. En 2013 et 2014, l'économie du Myanmar a augmenté en valeur réelle de plus de 8 pour cent en¹⁹. Dans un cadre politique plus stable et réformé, le Myanmar a procédé à une réorganisation de la plupart de ses législations nationales pour encourager les investissements directs étrangers et l'intégration régionale, entre autres. La nouvelle Loi sur l'Investissement Etranger au Myanmar comprend de nombreuses dispositions préférables pour les entreprises étrangères et répond aux problèmes liés aux taux de change. En conséquence, des permis ont été délivrés pour 1.001 entreprises étrangères dans 12 secteurs et 41 pays. La valeur d'investissement totale engagée par ces entreprises étrangères était de \$58,03 milliards à la fin d'octobre 2015. Parmi ces investissements, le secteur du pétrole et du gaz ont été les plus importants et en ont représenté 33,9%. L'électricité est le deuxième secteur et représente 33,3%; le secteur manufacturier, le troisième secteur, représentant 10,6% du montant total autorisé pour l'investissement étranger (Rapport national du Myanmar, 2016).

Au cours de la dernière décennie, le Sénégal a réalisé des progrès significatifs dans l'environnement des affaires, à travers l'adoption d'une nouvelle loi sur les partenariats public-privés, et l'introduction d'un processus électronique pour l'enregistrement des entreprises. Depuis novembre 2007, les entrepreneurs peuvent s'inscrire au guichet unique, qui prend soin de ce qui a été fait auparavant à travers sept procédures différentes. Quatre de ces procédures sont prises en charge par

¹⁹ Données extraites des Indicateurs pour le Développement Mondial.

les quatre agences concernées qui en retour dépêchent l'un de leurs fonctionnaires au guichet unique. Il s'agit de : l'administration fiscale pour enregistrer les statuts ; le registre du Commerce pour enregistrer les statuts de la compagnie ; le NINEA pour obtenir le numéro d'identification de l'entreprise ; et l'autorité du travail pour enregistrer les travailleurs et le début des opérations. Ils sont tous physiquement présents au même endroit et un relevé de temps, tenu par le coordinateur du guichet unique, indique l'heure précise à laquelle chaque personne dans la chambre délivre le document²⁰. Les réformes mises en œuvre ont permis de réduire de 11 à 4 le nombre de procédures de démarrage d'une entreprise et son coût de 122% à 64% du revenu par personne. Des améliorations ont également été notées dans le transfert de propriétés ou biens et dans la protection des investisseurs minoritaires (Rapport national du Sénégal, 2015). D'autres PMA tels que le Lesotho font en sorte de faciliter la création d'une entreprise en créant un guichet unique pour l'incorporation d'une nouvelle société et en éliminant les exigences en matière de capital minimum requis et de notariation des statuts de la société (Rapport national du Lesotho, 2015).

À l'exception de 2013, la performance économique du Rwanda depuis 2011 a été robuste avec une croissance annuelle moyenne du PIB d'environ 7% ou plus. D'importantes réformes économiques, y compris la privatisation, la facilitation de l'investissement et la libéralisation du commerce, ont contribué à cette forte croissance économique (CNUCED, 2014a). La croissance de l'économie rwandaise est, jusqu'à présent, principalement attribuable à la croissance du secteur des services (UNECA, 2016b). Le gouvernement et les partenaires du secteur privé et au développement ont déployé d'importants investissements dans les infrastructures des TIC. Un réseau national à fibre optique couvrant environ 3000 kms a été aménagé dans tout le pays, fournissant un accès Internet plus rapide à un plus large éventail de services à large bande. Le réseau relie tous les districts, neuf principaux postes frontaliers et plusieurs autres institutions publiques et privées, comme les écoles et les centres de santé. Il comprend la connexion à la route principale de Gatuna-Kigali et Kigali-Rusumo, permettant la connectivité internationale au câble sous-marin en vue d'acquérir une connectivité abordable et fiable (CNUCED, 2014a). L'Alliance pour un Internet Abordable (A4AI) a récemment nommé le Rwanda au premier rang de cet indice d'accessibilité parmi les pays moins développés (A4AI, 2015/2016). Selon le rapport, le succès du pays est dû, en partie, aux politiques ambitieuses que le pays est en train de poursuivre.

²⁰ Cf. <http://www.doingbusiness.org/data/exploreeconomies/senegal/starting-a-business/>

Le secteur du tourisme a, cependant, été l'élément essentiel qui explique cette forte croissance, et est le premier secteur attirant les investissements au Rwanda. Entre 2011/12 et 2012/13, les recettes touristiques ont augmenté de 13 pour cent. Cela équivaut à 40 pour cent du total des exportations, faisant du tourisme la plus grande source de devises étrangères au Rwanda (CNUCED, 2014a, UNCEA, 2016b).

Promotion de la responsabilité sociale des entreprises

Certaines entreprises ont commencé à mettre en œuvre des activités de responsabilité sociale. En République Démocratique du Congo, le secteur minier a joué un rôle de catalyseur sur l'offre aux services publics essentiels. Les sociétés minières ont financé des projets dans les secteurs de l'électricité et des transports, qui en retour ont bénéficié aux communautés locales. Des exemples de ces projets comprennent: (i) le développement d'une centrale par Randgold à Kibali (province orientale), (ii) la construction de routes et de ponts par Banro à Twangiza (Sud-Kivu), (iii) la construction de quatre centrales hydroélectriques, et (iv) une ligne de transmission par la société minière Tenke Fungurume dans la province du Katanga. Les sociétés minières ont également offert des services publics essentiels tels que la santé, des services de vulgarisation agricole, l'approvisionnement en eau, et de l'éducation pour les communautés d'accueil (FMI, 2015). Au Lesotho, certaines des activités de responsabilité sociale des entreprises ayant été mises en œuvre et qui ont une valeur économique, se trouvent dans le secteur du tourisme et de l'agriculture. Un soutien particulier a été offert aux agriculteurs pour améliorer leur production de laine et de mohair (Rapport national du Lesotho, 2015).

2.2. Agriculture, sécurité alimentaire et développement rural

Adoption et mise en œuvre de politiques et de programmes visant à améliorer la sécurité alimentaire agricole

En 2010, le gouvernement du Bangladesh a adopté un Plan d'Investissement National (CIP)—une feuille de route pour l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition basée sur la Politique Nationale d'Alimentation. Une composante majeure du programme CIP couvre la fourniture d'un filet de sécurité sociale, à travers le programme d'alimentation pour les groupes vulnérables et un certain nombre de bourses, indemnités et allocations pour aider les plus vulnérables. À la suite de ce programme, une augmentation de la disponibilité et de l'accessibilité alimentaires pour les personnes en situation précaire ont

été observées, comme en témoigne le déclin de la population vulnérable bénéficiant du programme d'alimentation, avec plus de 8 millions de personnes en 2010 à environ 6,5 millions en 2013/14 (Rapport national du Bangladesh, 2016).

Un certain nombre de succès ont été réalisés au Togo dans le secteur de l'agriculture. En 2015, le pays a enregistré un excédent du bilan céréalier d'environ 16%. Ceci représente une augmentation d'environ 3 points du pourcentage par rapport au bilan céréalier entre 2009 et 2012. En outre, la prévalence de la sous-alimentation a diminué de 16,5% en 2012 à 11,6% en 2014. Ces succès ont, entre autres, été le résultat de la mise en œuvre du Programme d'Investissement National pour la Sécurité Alimentaire et Agricole, ainsi que de la distribution de 53.500 kits d'intrants agricoles aux agriculteurs vulnérables, dont 50% étaient des femmes et des jeunes (Rapport National du Togo, 2015).

Au Bénin, le taux d'insécurité alimentaire est passé de 22,5% en 2011 à 11% en 2013. Parmi les initiatives qui ont contribué à ces résultats, on trouve : l'investissement dans des installations de stockage ; le renforcement des capacités de négociation des associations nationales de commercialisation ; et l'assurance de l'approvisionnement des zones confrontées à des déficits de denrées alimentaires (Rapport National du Bénin, 2015).

Offre de subventions d'intrants et irrigation pour améliorer la sécurité alimentaire

En Tanzanie, le gouvernement a fourni des intrants essentiels tels que des semences améliorées et des engrais, grâce à un programme de subventions. Selon le rapport national de la Tanzanie (2015), entre 2010/11 et 2014/15, un total de 2,5 millions de foyers dans 24 régions a bénéficié de ces subventions. Grâce à ce programme de subventions, la disponibilité alimentaire dans le pays a augmenté de 15 points sur le pourcentage. Pour stimuler la productivité, le gouvernement a également importé plus de 2.000 tracteurs, qui ont été vendus ou prêtés aux agriculteurs sur une base de subventions ciblées intelligentes (Rapport national de la Tanzanie, 2015).

La situation de la sécurité alimentaire du Malawi s'est améliorée, en particulier depuis la mise en œuvre du Programme de Subventions pour les Intrants d'Engrais. Cependant, la croissance dans le secteur agricole est demeurée instable à cause de la dépendance de ce secteur sur l'agriculture pluviale, par nature imprévisible. A cause de l'irrégularité des précipitations, aggravée par les effets du changement climatique, le secteur agricole a connu une réduction de sa production. Les efforts visant à développer les infrastructures d'irrigation, grâce à l'Initiative de la Ceinture Verte par exemple, ont jusqu'à présent été

limitées en raison de la rareté des investissements et de la faiblesse des capacités des agriculteurs pour adopter des technologies d'adaptation de l'agriculture et du changement climatique, introduites à la fois aux agriculteurs à grande et petite échelle (Rapport national du Malawi, 2015). De même, le Rapport national du Burkina Faso (2015) a souligné que la baisse de la productivité en 2014 était due en partie à l'arrivée tardive de la saison pluvieuse dans certaines régions (Rapport national du Burkina Faso, 2015).

Le Ministère de l'Agriculture et la Sécurité Alimentaire du Lesotho a encouragé le développement, la production et l'adoption de nouvelles technologies agricoles appropriées et de méthodes de résilience aux effets du changement climatique. L'accent a été mis principalement sur les technologies d'irrigation. En 2013/14, environ 400 systèmes d'irrigation d'une capacité d'un mètre cube ont été achevés à Ha-chère, en plus des cinq systèmes d'irrigation existants. Trois autres systèmes d'irrigation ont été créés dans le Mafeteng, Mohale Hoek et Quthing. Dans le cadre du Programme de Gestion Durable de l'Agriculture et des Ressources Naturelles (SANReMP), 95 petits barrages et étangs ont été aménagés tandis que 108 réservoirs de récolte ont également été construits. En outre, le Ministère de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire a entrepris des recherches dans l'agriculture, a fourni machines agricoles, a amélioré les systèmes d'information géographique et a offert une subvention pour augmenter la superficie plantée à travers le projet d'Intensification de la Production Agricole. La recherche et la subvention sont financées par le Gouvernement. En raison de tous ces efforts, les rendements des cultures devraient augmenter de 7,5% tonnes par an, couvrant environ 50% des terres arables à moyen terme (Rapport national du Lesotho, 2015).

Malgré le démarrage tardif de la saison des pluies et le déficit pluviométrique connu au Sénégal, la production agricole a augmenté et sa contribution au PIB était d'environ 6,9%, contre les 6,8% enregistrés en 2013. L'introduction de semences à cycle court, dans le programme d'adaptation, a contribué à atténuer l'impact négatif du déficit des précipitations (Rapport national du Sénégal, 2015).

Réduction des pertes après-récolte avec l'augmentation de la capacité de stockage de grain

En Zambie, une réduction notable des pertes après-récolte au niveau des ménages a été observée. L'Agence Nationale des Réserves Alimentaires a su réduire le gaspillage des récoltes en-dessous de 1%. Ceci a été réalisé grâce à l'augmentation de la capacité de stockage des céréales à 117.000 tonnes métriques grâce à la construction de 27 hangars de stockage (Rapport

national de la Zambie, 2015). En Tanzanie, le programme Achat pour le Progrès (P4P) a permis à 5.100 agriculteurs d'augmenter leur capacité de stockage et de réduire les pertes après-récolte à travers le partage des connaissances et la fourniture d'équipements adéquats. Les groupes d'agriculteurs ont été en mesure de produire près de 3.000 tonnes métriques de maïs destinées à la vente à l'Agence Nationale des Réserves Alimentaires (ANRA), aux prix concurrentiels du marché. En conséquence, l'ANRA a réussi à augmenter les stocks d'urgence de nourriture pour les populations en situation d'insécurité (Rapport national de la Tanzanie, 2015).

Participation des partenaires au développement et partenariats public-privé dans le secteur de l'agriculture

Les cultures commerciales représentent une importante contribution à la production et aux exportations agricoles de Madagascar. Entre 2013 et 2014, la production de vanille, café et clous de girofle a augmenté de respectivement 6,4%, 41% et environ 100%. Ces résultats sont dus en partie au partenariat entre l'Etat, le secteur privé et les agriculteurs, avec un appui technique et financier (Rapport national de Madagascar, 2015).

Les partenaires au développement et les agences multilatérales, tels que la Banque mondiale ont, ces dernières années, offert un soutien financier à des PMA, tels que la Tanzanie et l'Ouganda, par la fourniture d'intrants agricoles subventionnés. En Tanzanie, trois des cinq régions ciblées dans le cadre de la fourniture d'engrais et de semences ont connu d'énormes excédents (par exemple, la région de Mbeya seule a officiellement enregistré 2.000 tonnes de surplus de riz²¹), de telle sorte, qu'à tout moment, les locaux de stockage du gouvernement, d'une capacité d'environ 250.000 tonnes, étaient pleins, obligeant le gouvernement à lever les interdictions d'exportation de produits alimentaires prévalant depuis l'indépendance. Le gouvernement a annoncé au Parlement son intention de promouvoir les céréales comme bien négociable, sans restriction à l'exportation. En Ouganda, le soutien de 20 partenaires au développement pour le Plan de la Modernisation de l'Agriculture (PMA) et pour le Conseil National pour l'Agriculture (extension) et les Services agricoles (NAADS) s'est avéré utile, puisque le pays a été la principale source de nourriture pour le Sud-Soudan et l'Est de la République démocratique du Congo (PMA IV Monitor, 2014).

²¹ Le Président Kikwete, durant son discours de remerciements le 5 septembre 2012, après avoir reçu la Récompense du Leadership pour la Promotion de la Sécurité Alimentaire dans la région, offerte par le Réseau d'Analyse des Politiques d'Alimentation, d'Agriculture et des Ressources Naturelles (FANRPAN).

2.3. Commerce

Simplification et harmonisation des procédures frontalières et de transit des douanes pour faciliter le commerce

Au cours de la dernière décennie, la Zambie a poursuivi des politiques commerciales libérales afin de promouvoir la diversification économique et de permettre une croissance alimentée par l'exportation. Le commerce de la Zambie a été dominé par les exportations traditionnelles comme le cuivre et le cobalt, qui ont représenté environ 80 pour cent des recettes totales d'exportation. Au cours de la période considérée, l'accent a été mis sur l'augmentation de la valeur, du volume et de la gamme de produits d'exportation non traditionnels à valeur ajoutée destinés à l'exportation, ainsi que sur l'expansion des marchés. Les principaux programmes visant à accroître les échanges commerciaux ont été : la Promotion des Exportations et le Développement du Marché grâce à des activités telles que des missions commerciales, des études de marché et la facilitation de la participation du secteur privé à des foires commerciales et expositions ; et l'amélioration de la Facilitation du Commerce par la création d'un Poste Frontalier Unique. Actuellement, un poste frontalier unique est opérationnel à Chirundu, la frontière avec le Zimbabwe (Rapport national de la Zambie, 2015). L'application d'un système automatisé de données douanières et les postes frontières à guichet unique à Chirundu ont réduit le temps de passage frontalier de neuf jours à environ neuf heures (ONU, 2014). Une installation similaire est en cours à la frontière de Nakonde. L'objectif est de réduire le temps nécessaire pour dédouaner des marchandises aux postes frontalières et pour faciliter le commerce. En raison de ces programmes ainsi que des capacités productives, une croissance régulière des exportations non traditionnelles (ENT) a été observée, à la fois en termes absolus et par rapport aux exportations totales. Les ENT ont représenté 9 pour cent du total des exportations en 2010 et ont augmenté de 21,8 pour cent en 2014. Un total de 250 produits a été exporté vers 188 pays, notamment au sein de l'Afrique subsaharienne, en Europe et en Asie (Rapport national de la Zambie, 2015).

Grâce à des initiatives telles que l'amélioration des procédures douanières et l'utilisation d'équipements modernes de manutention des conteneurs, la Tanzanie a été en mesure de réduire la durée moyenne de temporisation des conteneurs de 13,3 jours en 2010/11 à 10,3 jours en 2014/15 (Rapport national de la Tanzanie, 2015).

Accroître la coopération régionale et le renforcement des capacités de l'offre pour promouvoir le commerce

Plusieurs initiatives visant à stimuler le commerce intra-régional ont été entreprises. Par exemple, en juin 2015, une zone de libre-échange entre les membres / États partenaires du Marché commun pour l'Afrique orientale et australe (COMESA), la Communauté d'Afrique de l'Est (CEA) et la Conférence de coordination du développement d'Afrique australe (SADCC) a été créée²². Environ un tiers des PMA sont membres de cet Accord de libre-échange tripartite (TFTA). Selon l'Institut Brookings (2015), les données disponibles montrent que les exportations de marchandises entre les membres de cet accord de libre-échange ont régulièrement augmenté, passant de \$2,3 milliards à \$36 milliards entre 1994 et 2014. Au cours de cette période, la proportion du commerce intra-régional dans les exportations totales a augmenté de 7 pour cent à 25 pour cent. Bien que ces parts soient faibles par rapport à l'Europe (70 pour cent) ou l'Asie (50 pour cents), la tendance indique clairement que les échanges entre les membres tripartites ont augmenté plus rapidement que leurs échanges avec le reste du monde. Le TFTA pourrait accélérer cette tendance en stimulant davantage le commerce intra-régional. Son application totale créera un grand marché avec 626 millions de clients (environ 8 pour cent de la population mondiale) et un développement rapide de la classe moyenne.

Le cadre d'investissement pour les projets potentiels du Grand Mékong pour la période 2013-2022 comprend plus de 200 projets dans 10 secteurs, avec une valeur estimée de plus de \$50 milliards (ONU, 2015). La République Démocratique Populaire du Laos, qui entre autres efforts, a participé aux accords sur les zones de libre-échange comme l'ASEAN, a connu une augmentation de ses échanges internationaux sur la période couvrant le PAI. Entre 2011 et 2014, la valeur nominale des exportations de biens et services est estimée à \$15,7 milliards²³. Les principaux produits d'exportation sont des minéraux et des produits miniers (48%), les industries de transformation (23%), l'hydroélectricité (16%), et les produits agricoles (8%) (Rapport national de la RDP du Laos, 2015).

En ce qui concerne le renforcement des capacités de l'offre, la mise en place de la société de Pêche de Kiribati Sarl (KFL) en 2012 a permis une percée et a amené un changement majeur en favorisant le développement de la pêche sur les côtes de Kiribati pour la première fois et en offrant ainsi plus d'avantages en termes d'emplois et de formation pour la communauté

²² <http://www.tralac.org/images/docs/7531/tfta-agreement-june-2015.pdf>

²³ World Development Indicators - <http://data.worldbank.org/indicator/NE.EXP.GNFS.CD>. Extracted on 23 June 2016

locale. Le principal facteur contribuant à la diversification des capacités de production orientées vers l'exportation locale a été l'extension de l'industrie de la pêche. Kiribati Poisson Limited est une entreprise commune à Kiribati et à certains partenaires étrangers. Le projet est d'une valeur de \$11 millions et l'usine a été officiellement ouverte en 2012. Ce projet a été créé afin d'augmenter les recettes du secteur de la pêche, d'accroître les possibilités locales d'emploi et de promouvoir les activités commerciales en termes d'exportations vers les marchés japonais, australiens et coréens (Rapport national de Kiribati, 2015).

2.4. Produits de base

Investir dans la valeur ajoutée pour améliorer la productivité et, dans certains cas, la création d'emplois productifs

Grâce à une base de ressources abondante et renouvelable dans la grande population éthiopienne de bovins, ovins et caprins, le gouvernement a identifié la chaîne de valeur du cuir et des produits en cuir comme l'une des quatre industries les plus prometteuses du pays, en raison de ses forts avec l'économie rurale et de son potentiel de réduction de la pauvreté. Le secteur est intensif en termes de travail et a le potentiel d'être une source majeure d'emploi tout au long de cette chaîne de valeur. À ce jour, plus de 10.000 emplois formels ont été créés, tout comme des milliers d'activités artisanales et commerciales informelles. Sur les 17 grandes usines de chaussures, 14 sont engagées dans l'exportation. Environ 1.000 petites et micro entreprises sont également engagées dans la production de chaussures (USAID, 2013).

Le gouvernement du Bangladesh a mis en œuvre plusieurs politiques sectorielles avec des incitations spéciales, avec le but d'améliorer à long terme la productivité et la diversification verticale, d'assurer la valeur ajoutée et d'augmenter la rétention de cette valeur. Le Gouvernement a pris des initiatives pour exporter des produits finis à base de jute au lieu de jute brute. Le jute ne figure plus sur la liste des trois principaux produits de base destinés à l'exportation, qui représentaient environ 8 pour cent en 2009-10. Les légumes occupent maintenant cette place et ont récemment été ajoutés sur cette liste (Rapport national du Bangladesh, 2016). Le Bangladesh a le potentiel d'élargir encore son champ d'application à base du jute et d'obtenir une plus grande valeur ajoutée grâce à ses ressources de jute riches (Kathuria et Malouche, 2016).

La Zambie exporte jusqu'à 95 pour cent de cuivre raffiné sous forme de cathodes de cuivre. Ce processus représente un certain nombre d'étapes à valeur ajoutée après l'extraction des mines, mais est toujours considéré comme une activité en amont. À cette fin, des investissements importants ont été réalisés, y compris la construction de deux nouvelles usines d'électrolyse et l'expansion d'une autre avec une capacité de 850.000 tonnes par an (la plus grande fonderie de cuivre en Afrique et la cinquième dans le monde). Par conséquent, un traitement supplémentaire le long des chaînes de valeur (en aval), produisant des semi-fabriqués, y compris les plaques de cuivre, feuilles et bandes, et le fil de cuivre, se développe au fil du temps, mais à un rythme relativement lent. De façon révélatrice, la production haut de gamme de semi-fabriqués est presque exclusivement assurée par une seule entreprise. (CNUCED, 2015b).

Il est estimé que la croissance économique en Angola ait ralenti à 3,9 pour cent en 2014 contre 5,9 pour cent en 2013, principalement en raison d'une baisse temporaire de la production de pétrole et d'un ralentissement de la croissance dans le secteur de l'agriculture (forte croissance inhabituelle de l'année précédente après une sécheresse prolongée). Cependant, la croissance de l'économie non pétrolière reste robuste (7,3 pour cent), résultant essentiellement des investissements en cours dans les secteurs de l'agriculture, de la fabrication textile, de l'électricité et des services, et devrait déclencher une baisse transitoire dans le secteur du pétrole et créer les conditions nécessaires pour stimuler une diversification économique et la création nécessaire d'emplois (FMI, 2014).

2.5. Développement social et humain

Mise en œuvre de politiques d'éducation gratuite et offres de programmes d'alimentation scolaire pour faire augmenter le taux de scolarisation

Selon le PNUD (2008), l'une des mesures les plus efficaces pour atteindre l'éducation universelle est d'abolir les coûts pour les élèves des écoles primaires. De nombreux PMA ont réalisé cette étape importante, permettant ainsi à des millions d'enfants de s'inscrire à l'école primaire. A Tuvalu, l'éducation primaire est non seulement gratuite, mais la scolarisation des étudiants en école primaire est aussi légalement obligatoire et chaque parent doit s'assurer que ses enfants y soient inscrits. La moyenne du

taux net de scolarisation pour l'éducation primaire entre 2010 et 2015 était évaluée autour de 99,2 pour cent (Rapport national de Tuvalu, 2016).

Dans certains pays, l'éducation gratuite comprend également l'éducation secondaire. Au Bhoutan, le gouvernement fournit une éducation gratuite jusqu'en dixième année et a dédié la plus grande partie de son 11^{ème} plan quinquennal à l'éducation et à la santé. Le taux net de scolarisation primaire a atteint 95% en 2014, alors qu'il s'élevait à 62% en 2000 (Rapport national du Bhoutan, 2015). De la même manière, à Kiribati, les années de scolarisation primaire et du début du cycle secondaire sont obligatoires et gratuites. De plus, en 2015, le Gouvernement de Kiribati a approuvé la fourniture subventionnée d'articles de papeterie pour les élèves. En Erythrée, l'éducation de base est obligatoire et le Gouvernement offre un enseignement gratuit dès la scolarité primaire et jusqu'à la formation supérieure (Rapport national de l'Erythrée, 2015).

L'Ouganda a mis en œuvre des programmes d'Education Primaire et Secondaire Universelle. Ceci a eu pour effet de tripler le nombre d'enfants dans les écoles primaires et d'éliminer l'écart hommes-femmes, entre 1997 et 2014. Le taux de scolarisation dans le secondaire a proportionnellement augmenté de 814.087 en 2007 à 1.362.739 en 2014, refermant l'écart de genre de 72,7% en 2006 à 88,3% en 2014. L'une des mesures prises par le Gouvernement Ougandais pour accueillir le nombre grandissant d'élèves, a été d'établir des subventions pour les établissements scolaires, afin de faire concorder ce taux d'inscription à des infrastructures scolaires adaptés (Rapport national de l'Ouganda, 2016). Le Rapport national identifie la faible qualité de l'éducation et de l'enseignement dans les écoles primaires et secondaires, de même que dans des instituts professionnels, comme un défi existant et causé par le rythme des investissements gouvernementaux, plus lents que l'accroissement du nombre d'inscriptions.

Le Gouvernement de Tanzanie, grâce au Ministère de l'Education et de la Formation Professionnelle en collaboration avec les Nations Unies, n'a pas cessé d'étendre le Programme d'Alimentation Scolaire en augmentant la couverture des élèves dans cinq régions, y compris Dodoma et Arusha. Une évaluation réalisée en 2012 dans les 16 Conseils a révélé une augmentation de la fréquentation scolaire et une baisse des abandons. Hormis les établissements soutenus par les Nations Unies, les autres écoles, en particulier celles situées dans les zones rurales, offrent des repas durant les périodes des récoltes. Le plan du Gouvernement est d'assurer que des repas soient offerts à toutes les écoles durant toute la durée du calendrier scolaire. Dans cette perspective, le Gouvernement a continué à sensibiliser les parents et autres acteurs à contribuer aux ressources, y

compris de céréales, afin d'assurer une offre durable de repas aux enfants à l'école et de favoriser leur fréquentation et leur assiduité (Rapport National de la Tanzanie, 2015).

En Guinée, le Gouvernement a mis en place un filet de sécurité sociale afin de répondre aux besoins des groupes vulnérables. L'une des initiatives du pays est l'expansion du programme d'alimentation scolaire, grâce à l'ouverture de cantines dans les écoles (Rapport national de la Guinée, 2015).

Un certain nombre de PMA, y compris la Zambie, ont élargi l'accès à l'éducation aux jeunes défavorisés en créant une prise de conscience sur le potentiel des Enfants ayant des Besoins Particuliers en matière d'Enseignement. Selon le Rapport national Zambien (2015), ces efforts ont mené à une augmentation du nombre d'Elèves avec des Besoins Educatifs Spéciaux (BES), passant de 175.361 en 2008 à plus de 220.000 en 2013 au niveau de l'éducation primaire. Le Lesotho fournit des bourses aux enfants orphelins ou vulnérables. Le pays attribue son faible taux de scolarisation dans les écoles secondaires à des frais de scolarité trop élevés pour la plupart des familles pauvres, puisque les bourses ne sont offertes qu'aux enfants orphelins et vulnérables (Rapport national du Lesotho, 2015). Le Soudan fournit un soutien direct aux élèves en situation de précarité financière, aux niveaux primaire, secondaire et universitaire (Rapport national du Soudan, 2016). Au Burkina Faso, des bourses sont offertes pour les filles au niveau de l'enseignement secondaire (Rapport national du Burkina Faso, 2015). Ceci pourrait avoir contribué à la légère hausse de la fréquentation des établissements secondaires par les femmes. Selon l'Institut de Statistique de l'UNESCO, le pourcentage d'élèves féminines au niveau de l'éducation secondaire au Burkina Faso est passé de 42,5% en 2010 à 45,7% en 2014²⁴.

Initiatives de promotion de la santé et d'équité en matière de santé

Le Bhoutan a réalisé tous les OMDs liés à la santé. Le Gouvernement du Bhoutan s'est engagé à fournir un accès gratuit à des soins de base et a inclus cet engagement dans sa constitution. La durée d'espérance de vie est passée de 48 ans en 1980 à 68 ans en 2013 (Rapport National du Bhoutan, 2015). Plusieurs mesures ont contribué à ce succès, y compris la construction de nouveaux centres médicaux. Selon le Rapport national, l'éligibilité du Bhoutan pour sortir de la catégorie des PMA est la preuve des énormes progrès socio-économiques que le pays a réalisés jusqu'à aujourd'hui. Lors de la révision triennale de la

²⁴ Données extraites de <http://data.uis.unesco.org/>, le 28 avril 2016.

liste des PMA, entreprise par le Comité des Politiques de Développement des Nations Unies en mars 2015, le Bhoutan a été, pour la première fois, déclaré éligible pour sa sortie de la catégorie des PMA, puisqu'il avait atteint les critères de revenu et de capital humain.

La mise en œuvre de la Stratégie mondiale DOTS / Halte à la tuberculose, à travers le soutien technique et financier des partenaires, a contribué à réduire la prévalence de la tuberculose au Bénin, où elle a décliné de 142 à 115 cas par 100.000 habitants entre 2000 et 2015 (Rapport national du Bénin, 2015). Au Cambodge, la proportion de personnes porteuses du virus VIH/SIDA a baissé de 1,6% en 2000 à 0,6% en 2014, grâce à une prévention efficace et à des mécanismes de contrôle lancés sous le « Programme national pour Combattre le SIDA ». De plus, le nombre de centres médicaux est passé de 506 en 2008 à 577 en 2014 (Rapport national du Cambodge, 2015). Au Lesotho, le modèle des liens entre la Santé Sexuelle et Reproductive (SSR) et le virus VIH permet aux Laboratoires de fournir des tests de grossesse dans le but de faciliter la détection précoce. Le programme a développé un outil nommé le Registre Obstétrical du Lesotho (ROL) qui suit les femmes durant leur grossesse, leur accouchement et la période postnatale (Rapport national du Lesotho, 2015).

La mortalité maternelle dans des pays comme le Bhoutan, Djibouti, le Népal, les Iles Salomon et le Vanuatu, s'élève à moins de la moitié de la moyenne des PMA. Certaines des initiatives qui ont contribué à ce taux de mortalité maternelle plus bas que la moyenne comprennent : l'offre gratuite de médicaments de base aux personnes vulnérables et en situation précaire ; l'élargissement de l'accès à des soins médicaux grâce à la construction de nouveaux centres médicaux et grâce à la mise en place de dispensaires mobiles ; et le déploiement de médecins dans les centres médicaux de villages éloignés (Rapport 2016 sur l'état des PMA, à paraître).

Au Népal, la Communauté Féminine des Volontaires Sanitaires (CFVSs) est le point de contact prioritaire pour les informations sur la santé et fournit certains services aux communautés. A l'heure actuelle, 52.000 CFVSs travaillent activement dans tout le pays. Les CFVSs offrent un service de conseils sur le planning familial, la maternité ou l'avortement sans risque, la vaccination, et des programmes de lutte contre certaines maladies. Le Ministère de la Santé a établi au moins un Sous-Poste sanitaire dans chaque village, afin d'offrir des services de santé basiques aux populations. Par ailleurs, le Gouvernement a renforcé les capacités des agents de santé des villages au niveau des communautés, afin d'identifier et de suivre toutes les femmes enceintes pour qu'elles puissent bénéficier de soins prénataux et ainsi pouvoir répondre à certains problèmes dominants

(Rapport national du Népal, 2016). Ceci pourrait avoir contribué au déclin de la mortalité maternelle. Entre 2011 et 2015, le taux de mortalité maternelle (par 100.000 naissances vivantes) a baissé de 328 à 258²⁵.

Rapprocher les TIC et les secteurs sanitaires pour améliorer les soins médicaux

Au Bangladesh, les efforts et les succès du Gouvernement dans l'utilisation des technologies d'information et de communication pour l'amélioration de la santé maternelle et infantile jouent un rôle vital pour le progrès de la Cyber-Santé dans le pays. Un service sanitaire par téléphone mobile est offert depuis tous les hôpitaux des districts. Les plaintes des clients sont reçues et résolues par un système de SMS depuis 800 hôpitaux et organisations de santé. De plus, un service de télémédecine haut-de-gamme est fourni depuis 43 hôpitaux (Rapport national du Bangladesh, 2016). Selon l'OMS (2011), le Ministère de la Santé et du Bien-Etre Familial est responsable du contenu du texte des messages pour les campagnes sanitaires de masse par SMS et coordonne leur radio- et télé- diffusion avec la Commission Régulatrice des Télécommunications du Bangladesh. Les messages SMS pour les membres des équipes sanitaires et pour la souscription au service SMS sont préparés par le Département de Gestion des Systèmes d'Information, en direct coordination avec les opérateurs mobiles participants. Les émissions en masse de SMS sur la santé garantissent qu'environ 55 millions d'utilisateurs de téléphones mobiles recevront des rappels et des informations concernant les campagnes sanitaires. De la même manière, la mise en œuvre du service SMS dirigé directement à presque 100.000 membres d'équipes sanitaires a aidé le Ministère à réduire les délais dans la communication d'informations urgentes sur la santé aux praticiens de soins médicaux. Ce service a aussi allégé la charge de travail au quartier général du Ministère, réduisant en même temps le travail administratif et l'utilisation des lignes de téléphones fixes.

Le Myanmar est confronté à une série de problèmes dans la santé maternelle, y compris à un haut taux de mortalité infantile et à de dangereux niveaux de malnutrition infantile. Plus de 70% des naissances se déroulent en-dehors de cliniques ou en l'absence de services médicaux. Il est difficile pour de nombreuses femmes et leurs familles d'obtenir des informations au sujet des soins maternels ou infantiles. 'Maymay' (qui signifie 'mère' dans la langue du Myanmar) est une application de soins maternels imaginée par une start-up locale, Koe Koe Tech, et développée par *Population Services International (PSI)*, une organisation mondiale sanitaire dédiée à l'amélioration de la santé des populations dans les pays en voie de développement.

²⁵ Indicateurs de Développement Mondial - <http://data.worldbank.org/indicator/SH.STA.MMRT/countries?display=default>. Données extraites le 2 mai 2016.

L'application met à disposition une grande richesse d'informations utiles sur la santé de la mère et de l'enfant, et sur le bien-être, durant et après la grossesse. Elle envoie régulièrement des messages d'information au sujet de la santé maternelle et infantile aux femmes enceintes, leurs partenaires, leurs familles et aux parents de jeunes enfants. Le service améliore également l'accès à des professionnels de la santé et aux traitements nécessaires, en permettant à ses utilisateurs de faire des recherches dans des bases de données sur la location et les informations de contact de personnel médical et de cliniques. Afin d'assurer que les informations soient pertinentes, les médecins du PSI localisent les messages depuis l'Alliance Mobile pour l'Action Maternelle, soutenue par des Agences Internationales. Tous les messages sont approuvés par le Ministère de la Santé du Myanmar. En mai 2015, l'application Maymay avait plus de 11.000 utilisateurs actifs, et était en cours d'introduction dans de nombreuses autres communautés du Myanmar (UIT et UNESCO, 2015).

Préparer les jeunes au travail grâce au perfectionnement des compétences et à l'entrepreneuriat de la jeunesse

L'un des grands défis pour les jeunes gens dans les PMA est la difficulté considérable à laquelle ils sont confrontés pour trouver des emplois décents et fiables²⁶. Le Sénégal a adopté un Plan d'Action Opérationnelle pour l'Emploi des Jeunes. Les efforts du Gouvernement ont conduit aux résultats suivants : le recrutement de 4.255 agents qualifiés dans divers services publics et 4.156 personnes dans l'enseignement et la formation en 2014 ; le placement de plus de 1.913 jeunes dans des compagnies faisant partie de la convention des employeurs de l'Etat ; et la formation de 931 jeunes pour le développement de l'entrepreneuriat indépendant (Rapport national du Sénégal, 2015).

Dans le but d'améliorer la situation des jeunes, le Burkina Faso a créé un site pour le Programme Spécial d'Emploi pour les Jeunes et les Femmes (PSCE) dont l'objectif global est de contribuer à la réduction du chômage et du sous-emploi des jeunes et des femmes. Ce programme a contribué à la création de 3.882 postes de travail. Par ailleurs, 2.613 jeunes ont bénéficié d'une formation d'entrepreneuriat (Rapport national du Burkina Faso, 2015). Au Lesotho, depuis l'année fiscale 2012/2013, 500 jeunes ont été formés avec des capacités d'entrepreneuriat. 30% des jeunes ainsi équipés ont ouvert leur commerce en utilisant leurs propres économies (Rapport national du Lesotho, 2015).

²⁶ Rapport 2016 sur l'état des PMA (à paraître).

Le Gouvernement du Bangladesh a conçu un schéma spécial pour offrir des formations et des emplois temporaires aux jeunes sous-employés, sous l'égide du Programme de Services Nationaux (PSN). Essentiellement, les jeunes éduqués des zones de travail se voient offrir une formation de trois mois sur dix modules spécifiques. Après la réalisation de la formation, ils se voient offrir un emploi temporaire local durant deux ans au sein de différents secteurs du Gouvernement. Les jeunes concernés seraient ainsi capables de s'engager dans des emplois/activités génératrices de revenus dans un futur proche, grâce à leur expérience gagnée après deux ans de contrat temporaire²⁷. Au total, 83.626 jeunes ont été formés afin de pouvoir s'engager dans ces postes de travail temporaires sur deux ans. En juin 2015, 81.355 de la totalité des jeunes formés étaient engagés dans des emplois temporaires auprès de différentes organisations nationales (Rapport national du Bangladesh, 2016).

Améliorer l'accès à des refuges grâce à des immeubles construits par le gouvernement, le cas de l'Ethiopie

Depuis 2005, l'Ethiopie a mis en œuvre un Programme Intégré de Développement du Logement (PIDL), programme ambitieux de logements pour les ménages à revenus faibles ou modérés et mené par le Gouvernement. Ce programme a été mis en œuvre à Addis Abeba et dans 55 autres villes. La première phase du PIDL a remporté un franc succès à plusieurs niveaux et a conduit à la construction de 171.000 unités de logements. Cependant, le programme a été confronté à un nombre de défis non-anticipés. Le plus urgent de ceux-ci était l'accessibilité des unités pour les ménages à revenus faibles, problématique à cause de l'augmentation des prix des immeubles qui les rendait trop chers pour de nombreux ménages à faibles revenus. L'impossibilité de payer l'hypothèque mensuelle et les paiements des services ont forcé de nombreux ménages à déménager de leur unité et à la louer, plutôt que de risquer de la perdre suite à une saisie de la banque. Afin de faire face à ces défis, une deuxième phase renouvelée et améliorée du PIDL a été lancée en 2011. Cette phase a impliqué un nouveau projet de logement à Addis Abeba divisé entre quatre différents groupes basés sur divers arrangements de paiements, y compris une option pour les ménages à faibles revenus²⁸. Entre 2010/2011 et 2014/2015, le nombre de logements à faibles coûts, construits et développés par le Gouvernement dans les zones urbaines et transmis aux citoyens, était d'environ 174.190 (Rapport national de l'Ethiopie, 2015).

²⁷ <http://oldsite.dyd.gov.bd/nsp.php>

²⁸ http://www.housingfinanceafrica.org/wp-content/uploads/2015/10/2015_CAHF-yearbook_22.10.2015.compressed.pdf

Progrès dans l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes grâce à des réformes légales

Le Sénégal a adopté en 2010 une loi sur la parité hommes-femmes afin d'assurer une juste représentation des femmes dans toutes les fonctions électives, entre autres. La loi stipule également que les listes de tous les partis doivent être composées d'un nombre égal d'hommes et de femmes. Grâce à cette loi, le pays a vécu une augmentation sans précédent de la proportion de femmes au parlement, passant de 24% en 2007 à 43% en 2012²⁹. En 2012, le Sénégal fut, mondialement, le pays réalisant le plus de progrès dans la représentation des femmes lors d'une seule élection (Rapport national du Sénégal, 2015 ; Union Interparlementaire, 2015)

Parmi les PMA, le Rwanda possède la plus haute proportion de femmes au parlement (64%). Ceci résulte en partie de l'approbation, en 2003, d'une nouvelle constitution par le Gouvernement, qui a inclus un système de quotas pour les femmes à tous les niveaux du gouvernement. Cette loi stipule que 30 pour cent de tous les sièges, y compris ceux au parlement, doivent être réservés à des femmes. Lors des récentes élections, les femmes ont aussi remporté presque la moitié des sièges non-réservés (Union Interparlementaire, 2015). De plus, certains ordres juridiques progressistes ont représenté des étapes importantes pour redresser des pratiques usuelles qui marginalisaient les femmes ayant le contrôle de terres. Plus spécifiquement, la législation de 2005 sur les terres (Législation No. 08/2005 sur les Terres Cultivables) garantit des droits de propriété égaux pour les hommes et les femmes ; et, sous le programme de Régularisation du Régime Foncier, les épouses légalement mariées doivent être annoncées comme copropriétaires des terres. Selon les données de l'Autorité du Rwanda pour les Ressources Naturelles, 26 pour cent du total des terres enregistrées au Rwanda étaient détenues par des femmes en 2013, et 54 pour cent étaient conjointement détenus par des femmes et leur époux (CNUCED, 2015a).

Mise en œuvre de filets de sécurité sociale afin d'assurer le revenu et la dignité des populations vulnérables

Les PMA font des progrès importants pour étendre la protection sociale à toutes les personnes âgées. Au Bangladesh par exemple, en 2008 et 2009, le Programme d'Allocation Vieillesse a atteint environ un cinquième des personnes âgées de 60 ans et plus, et approximativement un tiers des personnes âgées de 65 ans et plus. Au Népal, un régime universel de retraites non-contributives, offrant une retraite à toutes les personnes de plus de 75 ans, a été introduit en 1995 et l'âge requis a été abaissé

²⁹ Les élections sénégalaises de 2012 ont été les premières depuis l'adoption de la loi sur la parité hommes-femmes.

à 70 ans en 2009 (et même à 60 ans dans une partie du pays). Par ailleurs, des pensions de retraites universelles sont payées à Kiribati depuis l'âge de 70 ans (CESAP, 2015 ; Rapport national du Népal, 2016). Au Lesotho, un régime de pensions de vieillesse pour tous les citoyens de 70 ans et plus aide à offrir une sécurité aux personnes âgées sans prestations de retraite³⁰. En 2015, Tuvalu a établi un Programme de Soutien pour les personnes handicapées afin de fournir une aide mensuelle de 70\$ aux plus vulnérables de la communauté. Ce programme est similaire à celui dédié aux Citoyens Séniors et introduit en 2009, qui vise à assister financièrement les citoyens âgés de plus de 70 ans (Rapport national du Tuvalu, 2016).

Au Togo, le Gouvernement a pris des mesures pour renforcer la protection sociale et permettre à tous les groupes de la population de bénéficier d'un minimum de services essentiels à leur bien-être. Ces mesures ont mené à, entre autres, une augmentation de la proportion de la population profitant d'une assurance maladie, de 5,3% en 2013 à 5,8% en 2014 (Rapport national du Togo, 2015).

En Tanzanie, le Gouvernement a créé des programmes de transferts conditionnels de fonds à travers le Fonds d'Action Sociale de Tanzanie (FASTA), dans le but de soutenir les ménages en situation précaire. Le FASTA soutient ces ménages grâce à un plan connu comme le Programme Productif de Filet de Sécurité Sociale. Un total de 274.493 ménages bénéficiaires étaient visés dans 1.976 villages de 41 Autorités des Zones de Projet. A la fin de l'année fiscale 2013/14, un total de 266.601 ménages bénéficiaires (environ 97,1 pour cent), sur les 274.493 visés, avaient été enrôlés (Rapport national de la Tanzanie, 2015).

2.6. Crises multiples et nouveaux défis

Les PMA font aujourd'hui face à une exposition et une vulnérabilité sans précédentes aux crises économiques et financières, aux catastrophes naturelles et aux chocs liés au changement climatique. De telles expositions et vulnérabilités aux chocs sont nuisibles au progrès social et humain ainsi qu'au développement économique.

³⁰ Rapport 2016 sur l'état des PMA (à paraître).

Renforcer la prévention des catastrophes naturelles pour limiter les effets du changement climatique

Le tremblement de terre ayant frappé le Népal en avril 2015 a tué environ 9.000 personnes et en a blessé 23.000. De plus, autour de 900.000 logements ont été endommagés dans les 14 localités touchées, affectant près de 8 millions de personnes. La perte économique totale de ce tragique événement a été estimée à 700 milliards de roupies népalaises. Après ce tremblement de terre dévastateur, le gouvernement a organisé une Conférence Internationale pour la Reconstruction, à laquelle ont participé les pays voisins et donateurs du Népal. Au cours de ce rassemblement, le gouvernement a décidé de la mobilisation de plus de 4.1 milliards de dollars pour la reconstruction. En complément, le Gouvernement a constitué une haute autorité publique dénommée l'Autorité Nationale de Reconstruction, chargée de la reconstruction des infrastructures, des logements et du patrimoine culturel endommagé par le tremblement de terre. Par ailleurs, le Code de Construction National utilisé pour la réalisation de logements parasismiques a été révisé (Rapport national du Népal, 2016). Enfin, le Rapport National relève l'initiative du pays, qui s'est doté d'un Plan d'Action National pour l'Adaptation (NAPA, dans sa version anglophone) et d'un Plan d'Action Local pour l'Adaptation (LAPA) pour atténuer et permettre une adaptation aux impacts croissants du changement climatique au Népal. Pour faciliter la mise en application de ces plans, le Népal a adopté un système de code budgétaire pour le changement climatique dans l'optique de disposer des ressources suffisantes pour l'atténuation et l'adaptation au changement climatique.

Le Bangladesh a un long passé de catastrophes naturelles. Elles incluent inondations, cyclones, tornades et autres tremblements de terre. Le World Risk Index, qui étudie le risque de devenir victime d'une catastrophe causée par un événement naturel extrême dans tous les pays du monde a classé le Bangladesh cinquième sur sa liste de 2014³¹. Malgré la récurrence croissante des événements météorologiques extrêmes et des pertes annuelles moyennes de 1.8% du PIB liées à ces catastrophes, le pays a su se montrer résilient grâce à un changement de paradigme, depuis la réaction aux catastrophes vers la réduction des risques (Rapport national du Bangladesh, 2016). L'une des plus considérables réalisations du Bangladesh dans la gestion des catastrophes, a été sa capacité à faire baisser drastiquement la mortalité liée aux catastrophes naturelles. Durant les cinq dernières décennies, le Bangladesh a connu une série d'importants cyclones tropicaux, comprenant Bhola

³¹ <http://i.unu.edu/media/ehs.unu.edu/news/4070/11895.pdf>

(1970), Gorky (1991) et Sidr (2007). Bholá a causé la mort d'environ 300.000 personnes; Gorky a, lui, entraîné plus de 138.000 décès. Le bilan humain du cyclone Sidr était légèrement supérieur à 4.000 victimes (UNISDR, 2015). Selon l'UNISDR, la véritable réussite du Bangladesh dans la réduction de la mortalité liée aux cyclones tropicaux est sous-tendue d'une part par les abris anticyclones et d'autre part par une amélioration lente mais constante des capacités d'éducation, de santé et d'assainissement, ainsi que par une réduction du nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté.

En outre, pour atténuer ou réduire les risques de catastrophes dans le cadre de mesures préventives de long terme, le Gouvernement a lancé des actions dans de nombreux domaines qui incluent : l'établissement de réseaux d'alerte rapide et d'information sur les catastrophes au sein des Centres d'Information de Gestion des Catastrophes ; composés d'un Serveur Vocal Interactif (IVR) et d'un système de messagerie court pour les conseils climatiques et les alertes rapides ; de l'approvisionnement de gilets de sauvetage et de lanternes solaires pour les pêcheurs des localités côtières ainsi que 1.200 postes de radio dans 14 stations communautaires pour diffuser des signaux d'alerte rapide ; enfin, du creusement de canaux d'une longueur totale de 54,4 km depuis 2010. Le Gouvernement a également lancé un projet de construction de 200 abris anticyclones polyvalents dans 78 upzillas (quartiers) de 14 localités. Le Bangladesh, au sein de son propre budget, a mis en place deux fonds innovants, à l'image du Fond Financier du Bangladesh contre le Changement Climatique (BCCF). Entre 2009-10 et 2014-15, un total de 30.000 millions de takas bangladais a été alloué au BCCTF. En juillet 2015, ce sont 360 projets qui ont été entrepris pour un coût estimé à 23.198 millions de takas. Alors que 297 de ces projets ont été menés par le Gouvernement, des institutions semi-publiques ou des agences indépendantes, 63 l'ont été par des ONGs (Rapport national du Bangladesh, 2016).

Sur le plan politique, le Bangladesh a adopté le NAPA qui promeut l'identification de zones de priorités immédiates contre les conséquences néfastes du changement climatique. Le NAPA présente 15 activités prioritaires incluant des campagnes nationales de sensibilisation, la formation de compétences et de mise en place de projets dans des régions vulnérables, avec une attention particulière portée à l'agriculture et les ressources hydrauliques. Le NAPA a été actualisé en 2009 avec l'identification de 45 mesures adaptatives, parmi lesquelles 18 sont de court et moyen termes. Le NAPA se concentre essentiellement sur les priorités immédiates et urgentes pour l'adaptation et ne constitue pas un plan exhaustif. En 2009, le NAPA a été complété par le Plan d'Action Stratégique Climatique du Bangladesh contre le Changement Climatique (BCCSAP).

Ce document central offre une direction stratégique dans la lutte contre le changement climatique. D'autre part, le Bangladesh a d'ores et déjà préparé une feuille de route générale pour la création d'un Plan National d'Adaptation avec, en perspective, la réduction de vulnérabilités aux impacts du changement climatique en formant les capacités d'adaptation et de résilience (Rapport national du Bangladesh, 2016).

Le World Risk Index de 2014 a classé le Vanuatu premier sur la liste des pays les plus vulnérables aux risques³². Entre 1972 et 2015, 44 catastrophes majeures ont frappé le Vanuatu, causant plus de 300 décès et privant près de 16.000 ménages de logement (EMDAT, CRED, 2015). Les estimations font également état de plus de 500.000 personnes affectées et d'un dommage financier de plus de 650 millions de dollars (EM-DAT, CRED, 2015). Une catastrophe considérable qui a frappé le Vanuatu en 2015 a été le cyclone tropical Pam, qui a causé des dommages désastreux et des pertes dans les 22 îles habitées du Vanuatu et en particulier dans la capitale, Port Vila. 60% de la population a été affectée, avec la destruction d'environ 17.000 bâtiments et la disparition de plus de 95% du secteur agricole (Gouvernement du Vanuatu, 2015). En réponse à ces cataclysmes, quelques unes des mesures de réduction des risques mises en place par le Vanuatu, ou en passe de l'être, incluent: des codes de construction résilients, l'amélioration des normes de conception technique, la planification de l'utilisation des sols côtiers, un schéma institutionnel tourné vers les procédures d'interventions et les mesures d'alerte rapide, des exercices de simulation de crise et l'entreposage préalable de kits d'aide humanitaire. L'amélioration des systèmes de communication pour les îles périphériques est également un élément prioritaire³³.

En 2013, le Vanuatu a fondé le Centre National de Prévention. Ce dernier a pour mission de fournir des évaluations plus précises et plus exactes des menaces et des données collectées qui sont ensuite partagées régionalement avec les pays voisins. De plus, le Vanuatu est l'un des premiers pays insulaires du Pacifique à intégrer la gestion des risques de catastrophes naturelles dans sa planification nationale. Le pays a lancé le processus d'intégration de la gestion des catastrophes avec l'instauration du Conseil Consultatif National sur le Changement Climatique et la Mitigation des Risques de Catastrophes Naturelles (NAB) en 2012. Le Gouvernement a entrepris une évaluation des risques de gouvernance pour analyser l'impact du changement climatique au Vanuatu et les capacités et besoins de gestion des risques de catastrophes depuis le niveau national

³² <http://i.unu.edu/media/ehs.unu.edu/news/4070/11895.pdf>

³³ UN-OHRLLS (*à venir*). Mécanisme de gestions de crises et de renforcement des capacités d'adaptation pour les Pays les Moins Avancés.

jusqu'au niveau local. La création récente du Ministère de l'Adaptation au Changement Climatique, Météorologique, des Aléas Géologiques, de l'Energie, de l'Environnement et de la Gestion des Catastrophes reflète l'engagement politique du gouvernement d'assurer la correcte mise en place des programmes de lutte contre le changement climatique et la réduction des risques de catastrophes. Cela a aussi permis de favoriser des ententes institutionnelles au Vanuatu³⁴.

Limiter la volatilité des prix par des mécanismes de stockage, de subvention et de surveillance des prix

Selon le Rapport national du Togo (2015), dans le but de réduire les effets des chocs exogènes tels que la volatilité des prix, le gouvernement a établi, parmi d'autres mesures, l'Agence Nationale de Sécurité Alimentaire (ANSAT), pour assurer des approvisionnements adéquats dans l'éventualité de pénuries et pour contribuer à juguler la hausse des prix des denrées alimentaires. Les niveaux de stocks ont ainsi augmentés de 4.539,1 tonnes en 2011 à 14.107,7 en 2014.

L'un des objectifs de l'Agence d'Approvisionnement Alimentaire de Zambie (FRA) est de stabiliser les prix en rassemblant et en vendant des céréales à des prix administrés³⁵. La FRA entretient également des réserves dans une optique de sécurité et de secours alimentaire. Le programme de stockage du pays a permis de réduire progressivement la volatilité agrégée des prix. En République Démocratique du Congo, le Gouvernement a lancé un fond de régulation dans le but de garantir une stabilité des biens de consommation et la constitution de stocks stratégiques (Rapport national de la République démocratique du Congo, 2016).

D'après le Rapport national du Burkina Faso (2015), le taux d'inflation bas enregistré dans le pays peut s'expliquer par un régime de subventions aux prix de certains produits pétroliers et d'autres biens de consommation comme les céréales. Dans le même esprit, le Libéria a subventionné le prix du riz et du carburant pour stabiliser leurs cours et les maintenir abordables pour les citoyens (Rapport national du Libéria, 2015).

En Guinée-Bissau, l'une des mesures adoptées par le Ministère du Commerce dans le but de faire face aux chocs exogènes a été la création d'un système de surveillance des prix pour les produits de première nécessité en 2015, afin de prévenir les augmentations incontrôlées des prix et permettre l'adoption de stratégies de mitigation (Rapport national de Guinée-Bissau,

³⁴ UN-OHRLLS (*à venir*). Mécanisme de gestions de crises et de renforcement des capacités d'adaptation pour les Pays les Moins Avancés.

³⁵ <https://www.oecd.org/tad/events/AL-Annelies%20Deuss.pdf>

2015). Pour réduire la volatilité des prix au Bangladesh, le gouvernement s'est attelé à améliorer les systèmes d'information sur les chocs et la production, et la garantie de la liberté de circulation des biens, en particulier des denrées alimentaires (Rapport national du Bangladesh, 2016).

De nouveaux défis tels que l'épidémie du virus Ebola ralentissent les efforts de développement

Les PMA sont également vulnérables aux menaces sanitaires comme le démontre la récente crise Ebola en Afrique de l'Ouest. Selon les études, l'épidémie Ebola a réduit de manière significative les prévisions de croissance économique dans les trois pays les plus affectés (Guinée, Libéria et Sierra Leone), d'au moins 2 à 3% sur le court et moyen terme. Les prévisions à plus long terme tablent même sur des revers dans la lutte de ces pays contre la pauvreté, la création d'emplois décents et la sécurité alimentaire pour les 5 prochaines années au moins (Rapport sur l'état des PMA, à paraître). La Banque Mondiale a estimé que les trois pays ont perdu 1,6 milliards de dollars de croissance économique potentielle en 2015 en conséquence directe de l'épidémie³⁶. Jusqu'au milieu de l'année 2014, le Libéria maintenait une trajectoire stable dans la mise en place de son ambitieuse stratégie de développement à moyen terme. Cependant, l'épidémie de la Maladie Virale Ebola (EVD), qui a duré 16 mois avec un bilan humain de près de 4.000 décès, a renversé cette tendance. Les effets cumulés de l'EVD et du déclin global des prix des matières premières sur les économies a, à moyen terme, affecté les étapes de mise en place des programmes de développement et du PAI. Le manque de transformations structurelles et de diversification économique a restreint les efforts pour réduire la pauvreté en Afrique, un continent de plus en plus vulnérable aux chocs (Rapport national du Libéria, 2015).

2.7. Mobilisation des ressources financières nécessaires au développement et au renforcement des compétences

Large éventail d'efforts fiscaux pour mobiliser les ressources nationales

La Mauritanie a connu une rapide et significative augmentation de ses revenus fiscaux ces dernières années. Le ratio des revenus fiscaux (en excluant ceux des ressources naturelles) sur le PIB s'est amélioré de plus de 50% depuis 2010, atteignant

³⁶ <http://www.worldbank.org/en/news/press-release/2015/01/20/ebola-most-african-countries-avoid-major-economic-loss-but-impact-on-guinea-liberia-sierra-leone-remains-crippling>

environ 22% du PIB en 2013. Selon ce même ratio, l'importance de l'impôt sur les sociétés (CIT) a doublé pour représenter 4% du PIB. La taxe sur les traitements et salaires et celle sur la valeur ajoutée (TVA) a, elle, augmenté de 60%. Cette augmentation n'inclut, là encore, pas les revenus associés aux industries d'extraction. La quantité de revenus fiscaux générés par l'industrie minière a atteint 5% du PIB en 2013. Des facteurs spécifiques à la Mauritanie expliquent largement l'augmentation de la perception de l'impôt. A titre d'exemple, l'augmentation de la CIT peut être expliquée par la fin de l'exemption de la CIT en 2012 ainsi que l'abolition de la taxe sur le revenu minimum (2.5% sur le chiffre d'affaires), collectée par les douanes. Les revenus de la CIT ont cru de 1.3% du PIB jusqu'à 3.7% en 2012, alors que la taxe sur le revenu minimum a augmenté de 0.8% à 1.4% du PIB. Si cette dernière taxe est similaire à une redevance à 2.5%, elle est rééductible contre la CIT et est perçue par les douanes. Cet élément est important car il renforce la coordination entre le Ministère des Finances et celui de l'Industrie Minière, de même qu'il améliore la qualité d'évaluation des minéraux exportés (FMI, 2015b).

Au Tuvalu, la contribution au budget du Gouvernement a progressé continuellement, de 10 millions de dollars en 2012 à 23 millions en 2015. Ceci est largement le fait du volontarisme du gouvernement dans la gestion internationale des pêcheries. Par ailleurs, le gouvernement a continué à mettre en réserve une portion des revenus supplémentaires pour nourrir le Fond d'Investissement du Tuvalu (TTF). Ce fond a été mis en place en 1987 pour permettre au Gouvernement d'investir sur les marchés financiers internationaux, dans le but de bénéficier de retours financiers pour protéger et assister le financement des déficits du budget national (Rapport national du Tuvalu, 2016). Au Libéria, alors que quatre autorités locales ont simplifié leur formule d'évaluation des valeurs immobilières, les revenus ont été multipliés entre 3 et 5 fois. Au Rwanda, les revenus fiscaux annuels ont été multipliés par 6,5 à la suite de l'automatisation de la perception de l'impôt, en réduisant les erreurs et les occasions de fraude (The Economist, 2015).

Mobiliser les ressources financières extérieures

Après avoir augmenté en 2013, l'Aide Publique au Développement (APD) vers les PMA a brutalement chuté en 2014, atteignant 43,7 milliards, un déclin de 9.3% en termes réels par rapport aux chiffres de 2013. Par rapport au revenu intérieur brut (RIB), l'aide aux PMA a baissé de 0.01% en 2010 à 0.09% en 2014. Cependant, le rapport préliminaire de l'OCDE montre

que l'aide bilatérale aux pays les plus pauvres a augmenté de 4% en termes réels³⁷. L'augmentation de l'APD doit être poursuivie et encouragée. L'écart entre le niveau actuel d'aide des donateurs membres du DAC vers les PMA et l'objectif-plancher des Nations Unies de 0.15% continue d'être de l'ordre de 0.06% du RIB (Revenu Intérieur Brut). Seuls huit membres du Comité d'Aide au Développement de l'OCDE (Belgique, Danemark, Finlande, Irlande, Luxembourg, Norvège, Suède ainsi que le Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord) ont atteint cet objectif en 2014, en comparaison avec les 10 en 2010.

Malgré les progrès enregistrés dans l'amélioration de la qualité de l'aide, des défis persistent. Des engagements sur la livraison d'aide non-liante doivent toujours être honorés, avec 13% de l'aide publique acheminée vers les PMA encore assortie de contreparties vis à vis des pays donateurs. De nombreux PMA sont également confrontés aux défis de la fragmentation et de la prédictibilité de l'aide publique au développement (ONU, 2015 ; ONU, 2016). Ainsi, la prédictibilité à moyen terme de l'aide pour le Bénin est estimée à 53% contre une cible de 76% pour 2015 (Rapport national du Bénin, 2015). Des éléments indiquent que l'imprévisibilité de l'aide pousse des gouvernements à réduire disproportionnellement les investissements dans le capital physique et humain, avec pour conséquence une réduction des rendements économiques et sociaux anticipés pour ces investissements.

Les PMA ont continué de joindre leurs efforts à ceux de leurs partenaires dans la mise en place des principes d'effectivité de l'aide. Dans le but de gérer l'assistance et la coopération en matière d'aide au développement, le Gouvernement de Tanzanie a lancé la Stratégie Commune d'Assistance (JAST). Il a donc été possible par la suite, d'harmoniser et d'aligner les systèmes d'aide avec les priorités du Gouvernement de Tanzanie et ainsi, d'éviter les défis et contraintes associés à la fragmentation de l'aide, à la coordination des contributeurs, à la volatilité et l'imprédictibilité des flux d'aides et d'autres facteurs limitant l'impact positif de l'APD sur le développement.

De la même manière, d'autres ressources extérieures telles que les Investissements Directs à l'Etranger (IDE) ont stagné à un niveau faible. Après une période de forte croissance entre 2005 et 2010, l'ensemble des flux d'IDE vers les PMA est resté généralement constant au cours de ces cinq années, représentant 1.9% du total des IDE mondiaux (ONU, 2016). De plus, les entrées d'IDE sont concentrées dans seulement quelques secteurs d'un nombre limité de PMA. En 2014, cinq PMA

³⁷ <http://www.oecd.org/dac/development-aid-rises-again-in-2015-spending-on-refugees-doubles.htm>

représentaient 58% du total. L'accès au financement pour la lutte contre le changement climatique et pour d'autres sources de financement innovantes continue d'être un défi pour les PMA. En matière d'échanges commerciaux, des appels réguliers pour l'amélioration des opportunités d'accès aux marchés et des capacités commerciales des PMA ont été faits pour que ces pays puissent récolter les fruits mérités des régimes commerciaux globaux et régionaux.

2.8. Bonne gouvernance

Améliorer la bonne gouvernance en augmentant l'efficacité, la transparence et la participation

Depuis 2010, 12 PMA additionnels ont été considérés conformes à l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE), augmentant le total à 14. Par ailleurs, 8 PMA étaient candidats à l'ITIE à fin 2015. La conformité avec l'Initiative signifie que le pays a publié des rapports ITIE satisfaisants et possède un processus ITIE efficace pour surveiller et améliorer davantage les niveaux de transparence et de responsabilité. Par exemple, le Tchad a atteint la conformité avec l'ITIE en 2014. Une nouvelle unité créée en réponse aux recommandations des rapports ITIE antérieurs dans le pays est dédiée au suivi des revenus du Gouvernement provenant des compagnies pétrolières, minières et de gaz. L'unité – appelée Cellule de Collecte et de Centralisation des Recettes du pétrole (CCCR) – contrôle que les paiements des compagnies soient dûment consignés et que les recettes soient dirigées vers les bons comptes (Rapport 2016 sur l'état des PMA, à paraître).

Parmi les PMA asiatiques, le plus grand changement dans les cinq dernières années a eu lieu au Myanmar, un pays qui a fait des progrès importants vers un système démocratique, culminant avec des élections libres et justes à la fin de l'année 2015 (Rapport 2016 sur l'état des PMA, à paraître ; Rapport national du Myanmar, 2016).

Le Sénégal et le Lesotho se trouvent dans les 10 meilleurs pays en Afrique dans l'Indice Ibrahim de Gouvernance Africaine, après avoir procédé à d'importantes améliorations. En 2014, l'Indice Mo Ibrahim a classé le Sénégal au 9^{ème} rang sur 52 Etats. Dans le classement de Transparence Internationale, le Sénégal a été classé 69^{ème} en 2014, contre 77^{ème} en 2013 (Rapport national du Sénégal, 2015).

De nombreux PMA ont continué à réaliser des progrès constants en renforçant la préparation de leur budget, son exécution et sa supervision, améliorant ainsi la transparence des dépenses publiques, leur contrôle et leur efficacité et la gestion fiscale (UN-OHRLLS, 2014). Par exemple, au moins neuf PMA possèdent des systèmes pour suivre les allocations sur l'égalité de genres. De plus, des efforts ont été réalisés afin d'améliorer la gestion des impôts et des douanes et pour élargir la base fiscale (UN, 2014). En 2015, le Ministère de l'Assemblée Nationale du Cambodge a mis en œuvre avec succès son mandat. En conséquence, les anomalies causées par la mauvaise gestion dans les ministères et autres organismes ont décliné (Rapport national du Cambodge, 2015).

En Mauritanie, un nouveau code des marchés a été adopté et les organismes suggérés (autorité régulatrice, Comité d'Audit, Comités d'Approvisionnement) sont opérationnels depuis janvier 2012. Cette réforme constitue un bond qualitatif en ce qui concerne l'implication de nombreux acteurs, y compris de la société civile et du secteur privé, qui assurera plus d'impartialité et de transparence. Concernant la corruption, une loi d'orientation et un plan d'action pour la stratégie nationale de lutte contre la corruption ont été développés. La société civile a établi deux observatoires de lutte contre la corruption (Rapport national de la Mauritanie, 2015).

Alors que les systèmes publics de gestion financière sont toujours faibles et les risques fiduciaires élevés, le Sud-Soudan a réalisé des progrès en mettant en place des réformes-clés, avec le soutien de partenaires internationaux. Certaines des réformes qui ont été mises en œuvre comprennent : l'utilisation du Système Intégré d'Information pour la Gestion Financière (SIIGF), l'introduction du Système de Paiements Electroniques du Sud-Soudan (SPESS), la promulgation de la Motion sur la Gestion Financière Publique et la Responsabilité, et de la Loi sur l'Impôt. L'évaluation de 2011 des Dépenses Publiques et de la Responsabilité Financière (DPRF) a indiqué qu'une solide classification et qu'un système de codification du budget avaient été utilisés pour formuler le budget à allouer pour les dépenses devant être suivies par secteur, organismes effectuant les dépenses, activités et département/unité. Les arriérés d'audit ont été réduits à une année fiscale et une réforme fiscale complète est également en cours (PNUD, 2015).

3.0. Tableau récapitulatif : Les leçons tirées du PAI (Sélection d'exemples):

Domaines Prioritaires	Les éléments clefs de succès	Actions et impacts
Les Capacités productives	L'investissement privé et la création des zones économiques pour stimuler la diversification économique	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Bangladesh: Au cours de la phase de mise en œuvre du PAI, le Bangladesh a été l'un des rares PMA parvenant à augmenter sa part de valeur ajoutée manufacturière, dans son PIB. Cette solide base manufacturière est renforcée par la haute intensité de travail des usines de l'industrie des textiles, des vêtements prêt-à-porter et de confection de chaussures. Un secteur privé dynamique a joué un rôle de catalyseur dans la promotion des changements structurels dans le pays. Le gouvernement a déployé des efforts pour créer un environnement favorable aux investissements du secteur privé par le biais, entre autres, de l'exploitation des zones franches d'exportation (ZFE), qu'il considère comme un moyen privilégié pour attirer les investissements nationaux et étrangers. Les ZFE sont donc utilisées pour promouvoir l'industrialisation rapide et stimuler l'investissement privé. Le pays a observé une augmentation progressive des investissements et des exportations grâce aux ZFE. ▪ La République Démocratique Populaire Lao: a également cherché à attirer des investisseurs privés à travers la mise en œuvre de zones économiques spéciales. En 2012-2013, 206 usines étaient fonctionnelles dans ces zones. A titre d'exemple, dans la capitale, Vientiane, plus de 60 pour cent de cette zone a été développés. 28 entreprises ont été enregistrées dans cette zone avec une valeur d'investissement totale de plus de \$40,6 millions. Entre 2011 et 2015, la RDP lao a maintenu un taux annuel de croissance du

		<p>produit intérieur brut (PIB) de plus de 7% au cours des cinq premières années de la mise en œuvre du PAI.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Cambodge: la confection de vêtements continue d'être le principal moteur de croissance du Cambodge. L'accroissement de ce secteur d'année en année était d'environ 14,1 % à la mi-2014. En outre, les petites et moyennes entreprises (PME) constituent des éléments essentiels de l'économie cambodgienne, contribuant à la fois au développement économique et social. Elles ont joué un rôle crucial dans la création d'emplois. On estime que 40% à 50% de l'emploi total au Cambodge peuvent être attribués aux PME.
	<p>Investir dans les infrastructures de transport et de transit pour améliorer la connectivité et de stimuler le développement socio-économique</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Djibouti: La construction de la route de 62 kilomètres Tadjourah - Dorra-Balho (frontière avec l'Ethiopie) et les 18 kilomètres Djibouti-Loyada (frontière avec la Somalie) a contribué à accroître les échanges commerciaux et à renforcer le rôle de Djibouti en tant que plate-forme logistique régionale. Un agrandissement du port de Doraleh devrait en outre quadrupler les revenus et apporter des avantages considérables à l'économie djiboutienne. Sa capacité a augmenté en 2015 jusqu'à 830.000 conteneurs, contre 160.000 conteneurs en 2004. ▪ Ethiopie: Le gouvernement a rendu les terres appartenant à l'Etat et situées à proximité de l'aéroport, accessibles aux fermes de fleurs, ce qui a notamment réduit le coût des transport et a facilité leur entrée sur le marché, tout en assurant une coordination entre les exportateurs de fleurs et les compagnies aériennes nationales, incitant ainsi 87% des entreprises à les utiliser pour le transport de leurs marchandises. Les compagnies aériennes ont ensuite octroyé et assuré des avions cargo avec un minimum de 10 vols quotidiens pour le transport des fleurs vers les grands marchés d'enchères. En outre, les prêts subventionnés par la Banque de Développement de l'Ethiopie (DBE) ont été la principale source de financement de l'investissement à long terme pour les entreprises du secteur de la floriculture en Ethiopie. Près des deux tiers des entreprises de cette industrie se sont appuyés sur les prêts de la DBE. ▪ Bénin: Le Bénin a pris des mesures importantes pour développer ses infrastructures de transport et son port maritime, puisque ce secteur représente plus de 90% de son commerce. Le port de Cotonou est la source de 45-50% des recettes de l'état et de 80-85% des recettes douanières. Ces mesures sont les suivantes: travaux continus de réhabilitation liée à l'exploitation d'un nouveau terminal à conteneurs; poursuite du processus d'exploration pour la construction du second port en eau profonde à Seme-Kpodji; construction de ports secs à Parakou et Tori; et construction d'un centre des affaires maritimes
	<p>Réduire le défi de l'énergie dans certains</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mauritanie: En Mauritanie, la capacité de production d'énergie a augmenté au cours des six dernières années, pour atteindre 360 mégawatts (MW) en 2015. Le pays a aussi

	<p>PMA à travers la mise en œuvre du mix énergétique, avec l'appui des partenaires</p>	<p>soutenu la promotion des énergies renouvelables en Afrique. L'énergie solaire assure désormais 30 pour cent de la consommation de Nouakchott (la capitale), avec une prévision de 50 pour cent de l'énergie totale de cette ville couverts par l'énergie solaire dans les prochaines années. Le gouvernement a lancé le projet d'interconnexion électrique à haute tension entre Nouakchott et Nouadhibou et Nouakchott et Toubine au Sénégal, dans le but d'exporter le surplus énergétique au Mali et au Sénégal.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Guinée: La Guinée s'est également engagée à augmenter l'ampleur et la fiabilité de son approvisionnement en électricité. Dans le cadre de ces efforts, un nouveau barrage et une centrale hydroélectrique sur le fleuve Konkouré à Kaleta ont été initiés et complétés. Cela a presque triplé les capacités hydroélectriques de production de la Guinée de 128 MW en 2012 à 368 MW en 2015. ▪ Ethiopie: Le pays a mis en œuvre des projets d'infrastructures énergétiques de haute dimension, y compris le projet de la Grande Renaissance Hydroélectrique sur le fleuve du Nil Bleu et autres projets de centrales hydrauliques et éoliennes. Par conséquent, la capacité de production d'énergie du pays a quasiment doublé, passant de 2.000 MW en 4.000 MW de 2009/10 à 2014/15. Au cours de cette même période, la couverture nationale du service électrique a augmenté de 41% à 60%. ▪ Bangladesh: L'installation solaire domestique (ISD), gérée par la Compagnie pour le Développement des Infrastructures Sarl (IDCOL), une entité publique finançant les infrastructures, est réputée être l'un des plus grands programmes hors réseau d'énergie renouvelable dans le monde, avec la croissance la plus rapide. Plus de 3 millions d'installations solaires domestiques (ISD) ont déjà été mises en place, sous l'égide du programme IDCOL, dans les zones rurales hors réseau du Bangladesh ; et environ 13 millions de bénéficiaires reçoivent désormais l'électricité solaire. En outre, plus de 65.000 ISD sont maintenant installées chaque mois dans le cadre de ce programme avec une croissance d'installation annuelle de 58%. Enfin, environ 70.000 personnes sont directement ou indirectement impliquées dans le programme. ▪ Népal: Avec l'encouragement et le soutien de la promotion du Centre de Promotion de l'Energie Alternative au Népal (AEPC), en collaboration avec les partenaires multilatéraux, les collectivités se réunissent pour construire une microcentrale hydroélectrique qui peut répondre aux besoins énergétiques des villages voisins. Alors que les microcentrales hydroélectriques sont construites et gérées par la communauté, l'AEPC offre son soutien à l'usine hydroélectrique, pour la faire passer de l'étape de construction à l'étape de gestion. Dans une ville, Darbang, des industries incluant un atelier de métallurgie, plusieurs fabricants de meubles, un fabricant de produits cimentaires, fermes de volailles et de produits laitiers, entre autres, sont apparus après l'entrée en service de la microcentrale
--	--	--

	La mise en œuvre des réformes institutionnelles et juridiques pour améliorer le climat d'investissement	<p>hydroélectrique de Ruma Kholá, en 2009.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ République Démocratique Populaire du Lao: l'énergie solaire a été installée et étendue dans les zones rurales pour alimenter plus de 12.709 ménages, soit 1,3 pourcent du nombre total des ménages dans 430 villages. L'installation d'énergie solaire d'une capacité de 236 KW, reliée au réseau électrique de la grille de l'aéroport international de Wattay, a été achevée. ▪ Sénégal: Au cours de la dernière décennie, le Sénégal a réalisé des progrès significatifs dans l'environnement des affaires, à travers l'adoption d'une nouvelle loi sur les partenariats public-privés, et l'introduction d'un processus électronique pour l'enregistrement des entreprises. Depuis novembre 2007, les entrepreneurs peuvent s'inscrire au guichet unique, qui prend soin de ce qui a été fait auparavant à travers sept procédures différentes. Les réformes mises en œuvre ont permis de réduire de 11 à 4 le nombre de procédures de démarrage d'une entreprise et son coût de 122% à 64% du revenu par personne.
	Promotion de la responsabilité sociale des entreprises	<ul style="list-style-type: none"> ▪ République Démocratique du Congo: Les sociétés minières ont financé des projets dans les secteurs de l'électricité et des transports, qui en retour ont bénéficié aux communautés locales. Des exemples de ces projets comprennent: (i) le développement d'une centrale par Randgold à Kibali (province orientale), (ii) la construction de routes et de ponts par Banro à Twangiza (Sud-Kivu), (iii) la construction de quatre centrales hydroélectriques, et (iv) une ligne de transmission par la société minière Tenke Fungurume dans la province du Katanga. Les sociétés minières ont également offert des services publics essentiels tels que la santé, des services de vulgarisation agricole, l'approvisionnement en eau, et de l'éducation pour les communautés d'accueil. ▪ Lesotho: certaines des activités de responsabilité sociale des entreprises ayant été mises en œuvre et qui ont une valeur économique, se trouvent dans le secteur du tourisme et de l'agriculture. Un soutien particulier a été offert aux agriculteurs pour améliorer leur production de laine et de mohair.
Agriculture, sécurité alimentaire et développement rural	L'adoption et la mise en œuvre des politiques et des programmes visant à améliorer la sécurité alimentaire agricoles	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Togo: En 2015, le pays a enregistré un excédent du bilan céréalier d'environ 16%. Ceci représente une augmentation d'environ 3 points du pourcentage par rapport au bilan céréalier entre 2009 et 2012. En outre, la prévalence de la sous-alimentation a diminué de 16,5% en 2012 à 11,6% en 2014. Ces succès ont, entre autres, été le résultat de la mise en œuvre du Programme d'Investissement National pour la Sécurité Alimentaire et Agricole, ainsi que de la distribution de 53.500 kits d'intrants agricoles aux agriculteurs vulnérables, dont 50% étaient des femmes et des jeunes. ▪ Bénin: Le taux d'insécurité alimentaire au Bénin est passé de 22,5% en 2011 à 11% en

		<p>2013. Parmi les initiatives qui ont contribué à ces résultats, on trouve : l'investissement dans des installations de stockage; le renforcement des capacités de négociation des associations nationales de commercialisation; et l'assurance de l'approvisionnement des zones confrontées à des déficits de denrées alimentaires.</p>
	Offre de subventions d'intrants et irrigation pour améliorer la sécurité alimentaire	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Tanzanie: En Tanzanie, le gouvernement a fourni des intrants essentiels tels que des semences améliorées et des engrais, grâce à un programme de subventions. Selon le rapport national de la Tanzanie (2015), entre 2010/11 et 2014/15, un total de 2,5 millions de foyers dans 24 régions a bénéficié de ces subventions. Grâce à ce programme de subventions, la disponibilité alimentaire dans le pays a augmenté de 15 points sur le pourcentage. ▪ Lesotho: Le Ministère de l'Agriculture et la Sécurité Alimentaire du Lesotho a encouragé le développement, la production et l'adoption de nouvelles technologies agricoles appropriées et de méthodes de résilience aux effets du changement climatique. L'accent a été mis principalement sur les technologies d'irrigation. En 2013/14, environ 400 systèmes d'irrigation d'une capacité d'un mètre cube ont été achevés à Ha-chère, en addition aux cinq systèmes d'irrigation existants. En outre, le Ministère de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire a entrepris des recherches dans l'agriculture, a fourni machines agricoles, a amélioré les systèmes d'information géographique et a offert une subvention pour augmenter la superficie plantée à travers le projet d'Intensification de la Production Agricole. La recherche et la subvention sont financées par le Gouvernement. En raison de tous ces efforts, les rendements des cultures devraient augmenter de 7,5% tonnes par an, couvrant environ 50% des terres arables à moyen terme.
	Réduction des pertes après-récolte avec l'augmentation de la capacité de stockage de grain	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Zambie: En Zambie, une réduction notable des pertes après-récolte au niveau des ménages a été observée. L'Agence Nationale des Réserves Alimentaires a su réduire le gaspillage des récoltes en-dessous de 1%. ▪ Tanzanie: Le programme Achat pour le Progrès (P4P) a permis à 5.100 agriculteurs d'augmenter leur capacité de stockage et de réduire les pertes après-récolte à travers le partage des connaissances et la fourniture d'équipements adéquats.
	Participation des partenaires au développement et partenariats public-privé dans le secteur de l'agriculture	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Madagascar: Entre 2013 et 2014, la production de vanille, café et clous de girofle a augmenté de respectivement 6,4%, 41% et environ 100%. Ces résultats sont dus en partie au partenariat entre l'Etat, le secteur privé et les agriculteurs, avec un appui technique et financier. ▪ Tanzanie: En Tanzanie, trois des cinq régions ciblées dans le cadre de la fourniture d'engrais et de semences ont connu d'énormes excédents de telle sorte, qu'à tout moment, les locaux de stockage du gouvernement, d'une capacité d'environ 250.000 tonnes, étaient pleins, obligeant le gouvernement à lever les interdictions d'exportation de produits

Domaines Prioritaires	Éléments clefs et succès	Action et Impact
Commerce	Simplification et harmonisation des procédures frontalières et de transit des douanes pour faciliter le commerce	<p>alimentaires prévalant depuis l'indépendance.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Zambie: L'amélioration de la Facilitation du Commerce par la création d'un Poste Frontalier Unique. Actuellement, un poste frontalier unique est opérationnel à Chirundu, la frontière avec le Zimbabwe. L'application d'un système automatisé de données douanières et les postes frontières à guichet unique à Chirundu ont réduit le temps de passage frontalier de neuf jours à environ neuf heures. ▪ Tanzanie: Grâce à des initiatives telles que l'amélioration des procédures douanières et l'utilisation d'équipements modernes de manutention des conteneurs, la Tanzanie a été en mesure de réduire la durée moyenne de temporisation des conteneurs de 13,3 jours en 2010/11 à 10,3 jours en 2014/15.
	Accroître la coopération régionale et le renforcement des capacités de l'offre pour promouvoir le commerce	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 16 PMA en Afrique: En juin 2015, une zone de libre-échange entre les membres / États partenaires du Marché commun pour l'Afrique orientale et australe (COMESA), la Communauté d'Afrique de l'Est (CEA) et la Conférence de coordination du développement d'Afrique australe (SADCC) a été créée. Les exportations de marchandises entre les membres de cet accord de libre-échange ont régulièrement augmenté, passant de \$2,3 milliards à \$36 milliards entre 1994 et 2014. Au cours de cette période, la proportion du commerce intra régional dans les exportations totales a augmenté de 7 pour cent à 25 pour cent. Le TFTA pourrait accélérer cette tendance en stimulant davantage le commerce intra régional. Son application totale créera un grand marché avec 626 millions de clients (environ 8 pour cent de la population mondiale) et un développement rapide de la classe moyenne. ▪ Le cadre d'investissement pour les projets potentiels du Grand Mékong pour la période 2013-2022 comprend plus de 200 projets dans 10 secteurs, avec une valeur estimée de plus de \$50 milliards. ▪ La République Démocratique Populaire du Laos qui entre autres efforts, a participé aux accords sur les zones de libre-échange comme l'ASEAN, a connu une augmentation de ses échanges internationaux sur la période couvrant le PAI. La valeur brute des exportations au cours des cinq dernières années est estimée à \$14,1 millions, avec un taux de croissance annuel de 12 pour cent. Les principaux produits d'exportation sont des minéraux et des produits miniers (48%), les industries de transformation (23%), l'hydroélectricité (16%),

et les produits agricoles (8%).

Domaines Prioritaires	Éléments clefs et succès	Action et Impact
Produits de Base	Investir dans la valeur ajoutée pour améliorer la productivité et, dans certains cas, la création d'emplois productifs	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Ethiopie: Grâce à une base de ressources abondante et renouvelable dans la grande population éthiopienne de bovins, ovins et caprins, le gouvernement a identifié la chaîne de valeur du cuir et des produits en cuir comme l'une des quatre industries les plus prometteuses du pays, en raison de ses forts avec l'économie rurale et de son potentiel de réduction de la pauvreté. Le secteur est intensif en termes de travail et a le potentiel d'être une source majeure d'emploi tout au long de cette chaîne de valeur. À ce jour, plus de 10.000 emplois formels ont été créés, tout comme des milliers d'activités artisanales et commerciales informelles. Sur les 17 grandes usines de chaussures, 14 sont engagées dans l'exportation. Environ 1.000 petites et micro entreprises sont également engagées dans la production de chaussures. ▪ Bangladesh: Le Gouvernement a pris des initiatives pour exporter des produits finis à base de jute au lieu de jute brute. Le jute ne figure plus sur la liste des trois principaux produits de base destinés à l'exportation, qui représentaient environ 8 pour cent en 2009-10. Le Bangladesh a le potentiel d'élargir encore son champ d'application à base du jute et d'obtenir une plus grande valeur ajoutée grâce à ses ressources de jute riches. ▪ Zambie: La Zambie exporte jusqu'à 95 pour cent de cuivre raffiné sous forme de cathodes de cuivre. Ce processus représente un certain nombre d'étapes à valeur ajoutée après l'extraction des mines, mais est toujours considéré comme une activité en amont. À cette fin, des investissements importants ont été réalisés, y compris la construction de deux nouvelles usines d'électrolyse et l'expansion d'une autre avec une capacité de 850.000 tonnes par an (la plus grande fonderie de cuivre en Afrique et la cinquième dans le monde). Par conséquent, un traitement supplémentaire le long des chaînes de valeur (en aval), produisant des semi-fabriqués, y compris les plaques de cuivre, feuilles et bandes, et le fil de cuivre, se développe au fil du temps, mais à un rythme relativement lent. De façon révélatrice, la production haut de gamme de semi-fabriqués est presque exclusivement assurée par une seule entreprise.
Domaines Prioritaires	Éléments clefs et succès	Action et Impact
Développement	Mise en œuvre de	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Tuvalu: A Tuvalu, l'éducation primaire est non seulement gratuite, mais la scolarisation des

<p>social et humain</p>	<p>politiques d'éducation gratuite et offres de programmes d'alimentation scolaire pour faire augmenter le taux de scolarisation</p>	<p>étudiants en école primaire est aussi légalement obligatoire La moyenne du taux net de scolarisation pour l'éducation primaire entre 2010 et 2015 était évaluée autour de 99,2 pour cent.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Bhoutan: Au Bhoutan, le gouvernement fournit une éducation gratuite jusqu'en dixième année et a dédié la plus grande partie de son 11^{ème} plan quinquennal à l'éducation et à la santé. Le taux net de scolarisation primaire a atteint 95% en 2014, alors qu'il s'élevait à 62% en 2000. ▪ Burkina Faso: Au Burkina Faso, des bourses sont offertes pour les filles au niveau de l'enseignement secondaire (Rapport national du Burkina Faso, 2015). Ceci pourrait avoir contribué à la légère hausse de la fréquentation des établissements secondaires par les femmes. Selon l'Institut de Statistique de l'UNESCO, le pourcentage d'élèves féminines au niveau de l'éducation secondaire au Burkina Faso est passé de 42,5% en 2010 à 45,7% en 2014.
	<p>Initiatives de promotion de la santé et d'équité en matière de santé</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Bhoutan: Le Bhoutan a réalisé tous les OMDs liés à la santé. Le Gouvernement du Bhoutan s'est engagé à fournir un accès gratuit à des soins de base et a inclus cet engagement dans sa constitution. La durée d'espérance de vie est passée de 48 ans en 1980 à 68 ans en 2013 (Rapport National du Bhoutan, 2015). Plusieurs mesures ont contribué à ce succès, y compris la construction de nouveaux centres médicaux. ▪ Bénin: La mise en œuvre de la Stratégie mondiale DOTS / Halte à la tuberculose, à travers le soutien technique et financier des partenaires, a contribué à réduire la prévalence de la tuberculose au Bénin, où elle a décliné de 142 à 115 cas par 100.000 habitants entre 2000 et 2015. ▪ Cambodge: Au Cambodge, la proportion de personnes porteuses du virus VIH/SIDA a baissé de 1,6% en 2000 à 0,6% en 2014, grâce à une prévention efficace et à des mécanismes de contrôle lancés sous le « Programme national pour Combattre le SIDA ». De plus, le nombre de centres médicaux est passé de 506 en 2008 à 577 en 2014. ▪ Népal: Au Népal, la Communauté Féminine des Volontaires Sanitaires (CFVSs) est le point de contact prioritaire pour les informations sur la santé et fournit certains services aux communautés. A l'heure actuelle, 52.000 CFVSs travaillent activement dans tout le pays. Les CFVSs offrent un service de conseils sur le planning familial, la maternité ou l'avortement sans risque, la vaccination, et des programmes de lutte contre certaines maladies. The Ministry of Health has established at least a Sub-health Post in each Village to provide basic health services to people. Le Ministère de la Santé a établi au moins un Sous-Poste sanitaire dans chaque village, afin d'offrir des services de santé basiques aux populations. Par ailleurs, le Gouvernement a renforcé les capacités des agents de santé des villages au niveau des communautés, afin d'identifier et de suivre toutes les femmes enceintes pour qu'elles puissent bénéficier de soins prénataux et ainsi pouvoir répondre à certains problèmes dominants (Rapport national du Népal, 2016). Ceci pourrait avoir contribué au déclin de la mortalité maternelle. Entre 2011 et 2015, le taux de mortalité maternelle (par 100.000 naissances vivantes) a baissé de 328 à 258.

	<p>Rapprocher les TIC et les secteurs sanitaires pour améliorer les soins médicaux</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Bangladesh: Au Bangladesh, les efforts et les succès du Gouvernement dans l'utilisation des technologies d'information et de communication pour l'amélioration de la santé maternelle et infantile jouent un rôle vital pour le progrès de la Cyber-Santé dans le pays. Un service sanitaire par téléphone mobile est offert depuis tous les hôpitaux des districts. Les plaintes des clients sont reçues et résolues par un système de SMS depuis 800 hôpitaux et organisations de santé. De plus, un service de télémédecine haut-de-gamme est fourni depuis 43 hôpitaux. Les émissions en masse de SMS sur la santé garantissent qu'environ 55 millions d'utilisateurs de téléphones mobiles recevront des rappels et des informations concernant les campagnes sanitaires. De la même manière, la mise en œuvre du service SMS dirigé directement à presque 100.000 membres d'équipes sanitaires a aidé le Ministère à réduire les délais dans la communication d'informations urgentes sur la santé aux praticiens de soins médicaux. Ce service a aussi allégé la charge de travail au quartier général du Ministère, réduisant en même temps le travail administratif et l'utilisation des lignes de téléphones fixes. ▪ Myanmar: Maymay' (qui signifie 'mère' dans la langue du Myanmar) est une application de soins maternels imaginée par une start-up locale, Koe Koe Tech, et développée par <i>Population Services International (PSI)</i>. L'application met à disposition une grande richesse d'informations utiles sur la santé de la mère et de l'enfant, et sur le bien-être, durant et après la grossesse. Elle envoie régulièrement des messages d'information au sujet de la santé maternelle et infantile aux femmes enceintes, leurs partenaires, leurs familles et aux parents de jeunes enfants. Le service améliore également l'accès à des professionnels de la santé et aux traitements nécessaires, en permettant à ses utilisateurs de faire des recherches dans des bases de données sur la location et les informations de contact de personnel médical et de cliniques. Afin d'assurer que les informations soient pertinentes, les médecins du PSI localisent les messages depuis l'Alliance Mobile pour l'Action Maternelle, soutenue par des Agences Internationales. Tous les messages sont approuvés par le Ministère de la Santé du Myanmar. En mai 2015, l'application Maymay avait plus de 11.000 utilisateurs actifs, et était en cours d'introduction dans de nombreuses autres communautés du Myanmar.
	<p>Préparer les jeunes au travail grâce au perfectionnement des compétences et à l'entrepreneuriat de la jeunesse</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Sénégal: Le Sénégal a adopté un Plan d'Action Opérationnelle pour l'Emploi des Jeunes. Les efforts du Gouvernement ont conduit aux résultats suivants : le recrutement de 4.255 agents qualifiés dans divers services publics et 4.156 personnes dans l'enseignement et la formation en 2014 ; le placement de plus de 1.913 jeunes dans des compagnies faisant partie de la convention des employeurs de l'Etat ; et la formation de 931 jeunes pour le développement de l'entrepreneuriat indépendant. ▪ Burkina Faso: Le Burkina Faso a créé un site pour le Programme Spécial d'Emploi pour les Jeunes et les Femmes (PSCE) dont l'objectif global est de contribuer à la réduction du chômage et du sous-emploi des jeunes et des femmes. Ce programme a contribué à la création de 3.882 postes de travail.

	<p>Par ailleurs, 2.613 jeunes ont bénéficié d'une formation d'entrepreneuriat.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Bangladesh: Le Gouvernement du Bangladesh a conçu un schéma spécial pour offrir des formations et des emplois temporaires aux jeunes sous-employés, sous l'égide du Programme de Services Nationaux (PSN). Au total, 83.626 jeunes ont été formés afin de pouvoir s'engager dans ces postes de travail temporaires sur deux ans. En juin 2015, 81.355 de la totalité des jeunes formés étaient engagés dans des emplois temporaires auprès de différentes organisations nationales.
Améliorer l'accès à des refuges grâce à des immeubles construits par le gouvernement, le cas de l'Ethiopie	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Ethiopie: Depuis 2005, l'Ethiopie a mis en œuvre un Programme Intégré de Développement du Logement (PIDL), programme ambitieux de logements pour les ménages à revenus faibles ou modérés et mené par le Gouvernement. Ce programme a été mis en œuvre à Addis Abeba et dans 55 autres villes. La première phase du PIDL a remporté un franc succès à plusieurs niveaux et a conduit à la construction de 171.000 unités de logements. Entre 2010/2011 et 2014/2015, le nombre de logements à faibles coûts, construits et développés par le Gouvernement dans les zones urbaines et transmis aux citoyens, était d'environ 174.190.
Progrès dans l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes grâce à des réformes légales	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Sénégal: Le Sénégal a adopté en 2010 une loi sur la parité hommes-femmes afin d'assurer une juste représentation des femmes dans toutes les fonctions électives, entre autres. La loi stipule également que les listes de tous les partis doivent être composées d'un nombre égal d'hommes et de femmes. Grâce à cette loi, le pays a vécu une augmentation sans précédent de la proportion de femmes au parlement. En 2012, le Sénégal fut, mondialement, le pays réalisant le plus de progrès dans la représentation des femmes lors d'une seule élection. ▪ Rwanda: Parmi les PMA, le Rwanda possède la plus haute proportion de femme au parlement (64%). Ceci résulte en partie de l'approbation, en 2003, d'une nouvelle constitution par le Gouvernement, qui a inclus un système de quotas pour les femmes à tous les niveaux du gouvernement. Cette loi stipule que 30 pour cent de tous les sièges, y compris ceux au parlement, doivent être réservés à des femmes
Mise en œuvre de filets de sécurité sociale afin d'assurer le revenu et la dignité des populations	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Népal, Kiribati, Lesotho et Tuvalu: Au Népal, un régime universel de retraites non-contributives, offrant une retraite à toutes les personnes de plus de 75 ans, a été introduit en 1995 et l'âge requis a été abaissé à 70 ans en 2009 (et même à 60 ans dans une partie du pays). Par ailleurs, des pensions de retraites universelles sont payées à Kiribati depuis l'âge de 70 ans. Au Lesotho, un régime de pensions de vieillesse pour tous les citoyens de 70 ans et plus aide à offrir une sécurité aux personnes âgées sans prestations de retraite. En 2015, Tuvalu a établi un Programme de Soutien pour les personnes handicapées afin de fournir une aide mensuelle de 70\$ aux plus vulnérables de la communauté. ▪ Togo: Au Togo, le Gouvernement a pris des mesures pour renforcer la protection sociale et

	vulnérables	<p>permettre à tous les groupes de la population de bénéficier d'un minimum de services essentiels à leur bien-être. Ces mesures ont mené à, entre autres, une augmentation de la proportion de la population profitant d'une assurance maladie, de 5,3% en 2013 à 5,8% en 2014.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Tanzanie: En Tanzanie, le Gouvernement a créé des programmes de transferts conditionnels de fonds à travers le Fonds d'Action Sociale de Tanzanie (FASTA), dans le but de soutenir les ménages en situation précaire. Le FASTA soutient ces ménages grâce à un plan connu comme le Programme Productif de Filet de Sécurité Sociale. Un total de 274.493 ménages bénéficiaires étaient visés dans 1.976 villages de 41 Autorités des Zones de Projet. A la fin de l'année fiscale 2013/14, un total de 266.601 ménages bénéficiaires (environ 97,1 pour cent), sur les 274.493 visés, avaient été enrôlés.
--	-------------	--

Domaines Prioritaires	Éléments clefs et succès	Action et Impact
Crises Multiples et autre défis émergeants	Renforcer la prévention des catastrophes naturelles pour limiter les effets du changement climatique	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Népal: Après ce tremblement de terre dévastateur, le gouvernement a organisé une Conférence Internationale pour la Reconstruction, à laquelle ont participé les pays voisins et donateurs du Népal. Au cours de ce rassemblement, le gouvernement a décidé de la mobilisation de plus de 4.1 milliards de dollars pour la reconstruction. En complément, le Gouvernement a constitué une haute autorité publique dénommée l'Autorité Nationale de Reconstruction, chargée de la reconstruction des infrastructures, des logements et du patrimoine culturel endommagé par le tremblement de terre. Par ailleurs, le Code de Construction National utilisé pour la réalisation de logements parasismiques a été révisé (Rapport national du Népal, 2016). Enfin, le Rapport National relève l'initiative du pays, qui s'est doté d'un Plan d'Action National pour l'Adaptation (NAPA, dans sa version anglophone) et d'un Plan d'Action Local pour l'Adaptation (LAPA) pour atténuer et permettre une adaptation aux impacts croissants du changement climatique au Népal. Pour faciliter la mise en application de ces plans, le Népal a adopté un système de code budgétaire pour le changement climatique dans l'optique de disposer des ressources suffisantes pour l'atténuation et l'adaptation au changement climatique. ▪ Bangladesh: Le Bangladesh a un long passé de catastrophes naturelles. Elles incluent inondations, cyclones, tornades et autres tremblements de terre. Le World Risk Index, qui étudie le risque de devenir victime d'une catastrophe causée par un événement naturel extrême dans tous les pays du monde a classé le Bangladesh cinquième sur sa liste de 2014. Malgré la récurrence croissante des événements météorologiques extrêmes et des pertes annuelles moyennes de 1.8% du PIB liées à ces catastrophes, le pays a su se montrer résilient grâce à un changement de paradigme, depuis la réaction aux catastrophes vers la réduction des risques (Rapport national du Bangladesh, 2016). L'une des plus considérables réalisations du Bangladesh dans la gestion des catastrophes, a été sa capacité à faire baisser drastiquement la mortalité liée

		<p>aux catastrophes naturelles. Durant les cinq dernières décennies, le Bangladesh a connu une série d'importants cyclones tropicaux, comprenant Bhola (1970), Gorky (1991) et Sidr (2007). Bhola a causé la mort d'environ 300.000 personnes; Gorky a, lui, entraîné plus de 138.000 décès. Le bilan humain du cyclone Sidr était légèrement supérieur à 4.000 victimes.</p> <p>En outre, pour atténuer ou réduire les risques de catastrophes dans le cadre de mesures préventives de long terme, le Gouvernement a lancé des actions dans de nombreux domaines qui incluent : l'établissement de réseaux d'alerte rapide et d'information sur les catastrophes au sein des Centres d'Information de Gestion des Catastrophes ; composés d'un Serveur Vocal Interactif (IVR) et d'un système de messagerie court pour les conseils climatiques et les alertes rapides ; de l'approvisionnement de gilets de sauvetage et de lanternes solaires pour les pêcheurs des localités côtières ainsi que 1.200 postes de radio dans 14 stations communautaires pour diffuser des signaux d'alerte rapide ; enfin, du creusement de canaux d'une longueur totale de 54,4 km depuis 2010. Le Gouvernement a également lancé un projet de construction de 200 abris anticyclones polyvalents dans 78 upzillas (quartiers) de 14 localités. Le Bangladesh, au sein de son propre budget, a mis en place deux fonds innovants, à l'image du Fond Financier du Bangladesh contre le Changement Climatique (BCCF). Entre 2009-10 et 2014-15, un total de 30.000 millions de takas bangladais a été alloué au BCCTF.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Vanuatu: Le World Risk Index de 2014 a classé le Vanuatu premier sur la liste des pays les plus vulnérables aux risques. En réponse à ces cataclysmes, quelque unes des mesures de réduction des risques mises en place par le Vanuatu, ou en passe de l'être, incluent: des codes de construction résilients, l'amélioration des normes de conception technique, la planification de l'utilisation des sols côtiers, un schéma institutionnel tourné vers les procédures d'interventions et les mesures d'alerte rapide, des exercices de simulation de crise et l'entreposage préalable de kits d'aide humanitaire. L'amélioration des systèmes de communication pour les îles périphériques est également un élément prioritaire.
	<p> limiter la volatilité des prix par des mécanismes de stockage, de</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Togo: Dans le but de réduire les effets des chocs exogènes tels que la volatilité des prix, le gouvernement a établi, parmi d'autres mesures, l'Agence Nationale de Sécurité Alimentaire (ANSAT), pour assurer des approvisionnements adéquats dans l'éventualité de pénuries et pour contribuer à juguler la hausse des prix des denrées alimentaires. Les niveaux de stocks ont ainsi

	subvention et de surveillance des prix	<p>augmenté de 4.539,1 tonnes en 2011 à 14.107,7 en 2014.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Zambie: L'un des objectifs de l'Agence d'Approvisionnement Alimentaire de Zambie (FRA) est de stabiliser les prix en rassemblant et en vendant des céréales à des prix administrés³⁸. La FRA entretient également des réserves dans une optique de sécurité et de secours alimentaire. Le programme de stockage du pays a permis de réduire progressivement la volatilité agrégée des prix. ▪ Guinea-Bissau: En Guinée-Bissau, l'une des mesures adoptées par le Ministère du Commerce dans le but de faire face aux chocs exogènes a été la création d'un système de surveillance des prix pour les produits de première nécessité en 2015, afin de prévenir les augmentations incontrôlées des prix et permettre l'adoption de stratégies de mitigation. ▪ Bangladesh: Pour réduire la volatilité des prix au Bangladesh, le gouvernement s'est attelé à améliorer les systèmes d'information sur les chocs et la production, et la garantie de la liberté de circulation des biens, en particulier des denrées alimentaires.
	De nouveaux défis tels que l'épidémie du virus Ebola ralentissent les efforts de développement	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Guinée, Libéria et Sierra Leone: L'épidémie Ebola a réduit de manière significative les prévisions de croissance économique dans les trois pays les plus affectés (Guinée, Libéria et Sierra Leone), d'au moins 2 à 3% sur le court et moyen terme. Les prévisions à plus long terme tablent même sur des revers dans la lutte de ces pays contre la pauvreté, la création d'emplois décents et la sécurité alimentaire pour les 5 prochaines années au moins.

Domaines Prioritaires	Éléments clefs et succès	Action et Impact
Mobilisation des ressources financières nécessaires au développement et au renforcement	Large éventail d'efforts fiscaux pour mobiliser les ressources nationales	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mauritanie : La Mauritanie a connu une rapide et significative augmentation de ses revenus fiscaux ces dernières années. Le ratio des revenus fiscaux (en excluant ceux des ressources naturelles) sur le PIB s'est amélioré de plus de 50% depuis 2010, atteignant environ 22% du PIB en 2013. Selon ce même ratio, l'importance de l'impôt sur les sociétés (CIT) a doublé pour représenter 4% du PIB. La taxe sur les traitements et salaires et celle sur la valeur ajoutée (TVA) a, elle, augmenté de 60%. Cette augmentation n'inclut, là encore, pas les revenus associés aux industries d'extraction. La quantité de revenus fiscaux générés par l'industrie minière a atteint 5% du PIB en 2013. Des facteurs spécifiques à la Mauritanie expliquent largement

³⁸ <https://www.oecd.org/tad/events/AL-Annexes%20Deuss.pdf>

des compétences		<p>l'augmentation de la perception de l'impôt. A titre d'exemple, l'augmentation de la CIT peut être expliquée par la fin de l'exemption de la CIT en 2012 ainsi que l'abolition de la taxe sur le revenu minimum (2.5% sur le chiffre d'affaires), collectée par les douanes. Cet élément est important car il renforce la coordination entre le Ministère des Finances et celui de l'Industrie Minière, de même qu'il améliore la qualité d'évaluation des minéraux exportés.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Libéria: Au Libéria, alors que quatre autorités locales ont simplifié leur formule d'évaluation des valeurs immobilières, les revenus ont été multipliés entre 3 et 5 fois. ▪ Rwanda: Les revenus fiscaux annuels ont été multipliés par 6,5 à la suite de l'automatisation de la perception de l'impôt, en réduisant les erreurs et les occasions de fraude.
	Mobiliser les ressources financières extérieures	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Après avoir augmenté en 2013, l'Aide Publique au Développement (APD) vers les PMA a brutalement chuté en 2014, atteignant 43,7 milliards, un déclin de 9.3% en termes réels par rapport aux chiffres de 2013. Par rapport au revenu intérieur brut (RIB), l'aide aux PMA a baissé de 0.01% en 2010 à 0.09% en 2014. Cependant, le rapport préliminaire de l'OCDE montre que l'aide bilatérale aux pays les plus pauvres a augmenté de 4% en termes réels³⁹. L'augmentation de l'APD doit être poursuivie et encouragée. L'écart entre le niveau actuel d'aide des donateurs membres du DAC vers les PMA et l'objectif-plancher des Nations Unies de 0.15% continue d'être de l'ordre de 0.06% du RIB (Revenu Intérieur Brut). Seuls huit membres du Comité d'Aide au Développement de l'OCDE (Belgique, Danemark, Finlande, Irlande, Luxembourg, Norvège, Suède ainsi que le Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord) ont atteint cet objectif en 2014, en comparaison avec les 10 en 2010.
Bonne gouvernance	Améliorer la bonne gouvernance en augmentant l'efficacité, la transparence et la participation	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Tchad : Le Tchad a atteint la conformité avec l'ITIE en 2014. Une nouvelle unité créée en réponse aux recommandations des rapports ITIE antérieurs dans le pays est dédiée au suivi des revenus du Gouvernement provenant des compagnies pétrolières, minières et de gaz. L'unité – appelée Cellule de Collecte et de Centralisation des Recettes du pétrole (CCCR) – contrôle que les paiements des compagnies soient dûment consignés et que les recettes soient dirigées vers les bons comptes.

³⁹ <http://www.oecd.org/dac/development-aid-rises-again-in-2015-spending-on-refugees-doubles.htm>

1. Références:

2. A4AI (2015/2016). Alliance for Affordable Internet: Affordability Report 2015/2016. Available at <http://1e8q3q16vyc81g8l3h3md6q5f5e.wpengine.netdna-cdn.com/wp-content/uploads/2016/04/A4AI-2015-16-Affordability-Report.pdf>
3. Brookings Institute (2015). Understanding the importance of the Tripartite Free Trade Area. Available at <http://www.brookings.edu/blogs/africa-in-focus/posts/2015/06/17-tripartite-free-trade-area-andriamananjara>
4. Chen, Geiger and Fu (2015). Manufacturing FDI in Sub-Saharan Africa: Trends, Determinants, and Impact. Available at
5. <http://www.worldbank.org/content/dam/Worldbank/Event/Africa/Investing%20in%20Africa%20Forum/2015/investing-in-africa-forum-manufacturing-fdi-in-sub-saharan-africa-trends-determinants-and-impact.pdf>
6. CRED (Centre for Research on the Epidemiology of Disasters) Crunch. 2016. "What is the Human Cost of Weather-related Disasters (1995-2015)?" 42, April 2016.
7. Food and Agriculture Organisation & World Health Organisation 2001. Human Vitamin and Mineral Requirements: Report of a joint FAO/WHO expert consultation. Rome: FAO.
8. Gebreyesus, M. and Iizuka, M. (2010). *Discovery of the flower industry in Ethiopia: experimentation and coordination*. UNU-MERIT working paper #2010-025, March.
9. Government of Vanuatu. 2015. "Vanuatu Post Disaster Needs Assessment (PDNA), Tropical
10. Cyclone Pam, March 2015." Vanuatu Prime Minister's Office. Port Vila, Vanuatu.
11. Kathuria, S. and Malouche, M.M. (2015). Toward New Sources of Competitiveness in Bangladesh: Key Findings of the Diagnostic Trade Integration Study. World Bank. Available at
12. http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/IB/2015/12/11/090224b083c499dc/2_0/Rendered/PDF/Toward0new0sou0de0integration0study.pdf
13. IMF (2014). IMF Country Report No. 14/274. 2014 Article IV: Angola. Available at <https://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2014/cr14274.pdf>
14. IMF (2015). IMF Country Report No. 15/281. Democratic Republic of Congo: Selected Issues. Available at <http://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2015/cr15281.pdf>
15. IMF (2015b). IMF Country Report No. 15/35. 2014 Article IV: The Islamic Republic of Mauritania. Available at <https://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2015/cr1535.pdf>

16. Inter-Parliamentary Union (2015). Women in Parliament: 20 years in review. Available at <http://www.ipu.org/pdf/publications/WIP20Y-en.pdf>
17. ITU and UNESCO (2015). The State of Broadband 2015. Broadband as a Foundation for Sustainable Development. Available at
18. <http://www.broadbandcommission.org/Documents/reports/bb-annualreport2015.pdf>
19. LDC IV Monitor (2014). Istanbul Programme of Action for the LDCs (2011–2020): Monitoring Deliverables, Tracking Progress – Analytical Perspectives. Available at <http://www.oecd-ilibrary.org/docserver/download/0814151e.pdf?expires=1460563350&id=id&accname=ocid57015271&checksum=0162D45AA36F9EC8C195962A02F8196A>
20. National Reports (2015, 2016). National Reports to the Midterm Review of the Istanbul Programme of Action for the Least Developed Countries. Available at <http://unohrlls.org/national-reports-mtr-ipoa/>
21. Republic of Rwanda (2013). The Annual Economic Report: Fiscal Year 2012/2013. Available at <http://www.minecofin.gov.rw/fileadmin/templates/documents/Reports/Annual Economic Reports web/Annual Economic Report FY2012-2013 Website Final.pdf>
22. The Economist (2015). Financing development: Tax them and they will grow . Available at <http://www.economist.com/news/finance-and-economics/21657433-poor-countries-need-get-better-raising-tax-and-multinational-firms-need>
23. United Nations (2012). Report of the Secretary-General on Implementation of the Programme of Action for the Least Developed Countries for the Decade 2011 to 2020. Available at <http://unohrlls.org/custom-content/uploads/2016/02/N1601073.pdf>
24. United Nations (2014a). Report of the Secretary-General on Implementation of the Programme of Action for the Least Developed Countries for the Decade 2011 to 2020. Available at http://unohrlls.org/custom-content/uploads/2014/07/A-69-95_english.pdf
25. United Nations (2014b). Report of the Secretary-General: Follow-up to the second United Nations conference on landlocked developing countries. Available at <http://unohrlls.org/custom-content/uploads/2015/04/N1447864.pdf>
26. United Nations (2015). Report of the Secretary-General: Follow-up to the second United Nations conference on landlocked developing countries. Available at http://unohrlls.org/custom-content/uploads/2015/09/Implementation-of-the-Vienna-Programme-of-Action-for-LLDCS_ENG.pdf
27. United Nations (2016). Report of the Secretary-General on Implementation of the Programme of Action for the Least Developed Countries for the Decade 2011 to 2020. Available at <http://unohrlls.org/custom-content/uploads/2016/02/N1601073.pdf>
28. UNDP (2008). MDG Good Practices: Scaling Up Efforts on the Ground. Available at <http://www.undp.org/content/dam/aplaws/publication/en/publications/poverty-reduction/poverty-website/mdg-good-practices/MDGGoodPractices.pdf>
29. UNDP (2015). South Sudan Country Report: In preparation for the Comprehensive High-level Midterm Review of the Implementation of The Istanbul Programme of Action For The LDCs for the Decade 2011-2020

30. UNCTAD (2014a). Services Policy Review: Rwanda. Geneva: UNCTAD. Available at http://unctad.org/en/PublicationsLibrary/ditctncd2013d6_en.pdf
31. UNCTAD (2014). Services Policy Review of Uganda (II). Available at http://unctad.org/en/PublicationsLibrary/ditctncd2013d12_en.pdf
32. UNCTAD (2015a). The Least Developed Countries Report 2015: Transforming Rural Economics. Available at http://unctad.org/en/PublicationsLibrary/ldc2015_en.pdf
33. UNCTAD (2015b). Facilitating the Participation of Landlocked Developing Countries in Commodity Value Chains. Available at
34. http://unctad.org/en/PublicationsLibrary/aldc2015d2_en.pdf
35. UNECA (2015). MDG Report 2015: Lessons Learned in Implementing the MDGs. Available at http://www.uneca.org/sites/default/files/PublicationFiles/mdg-2015_eng_16sep_rev2.pdf
36. UNECA (2016a). Economic Report on Africa 2016. Greening Africa's Industrialization. Available at http://www.uneca.org/sites/default/files/PublicationFiles/era2016_eng_rev30march.pdf
37. UNECA (2016b). Transformative Industrial Policy for Africa. Available at http://www.uneca.org/sites/default/files/PublicationFiles/tipa-full_report_en_web.pdf
38. UNISDR (2015). "Global Assessment Report on Disaster Risk Reduction." New York.
39. UN-OHRLS (*forthcoming*). UN-OHRLS Report – State of the LDCs 2016
40. UN-OHRLS (2013). UN-OHRLS Report – State of the LDCs 2013: Productive Capacity Building in the Least Developed Countries and the Post-2015 Development Agenda. Available at <http://unohrlls.org/custom-content/uploads/2013/10/State-of-the-LDCs-2013.pdf>
41. UN-OHRLS (2014). UN-OHRLS Report – State of the LDCs 2014: Extreme Poverty Eradication in the Least Developed Countries and the Post-2015 Development Agenda. Available at <http://unohrlls.org/custom-content/uploads/2014/10/State-of-the-Least-Developed-Countries-Report-2014.pdf>
42. USAID (2013). Agricultural Growth Project - Livestock Market Development: Value Chain Analysis for Ethiopia. Available at
43. <https://www.usaid.gov/sites/default/files/documents/1860/AGP-LMD%20Value%20Chain%20Analysis.pdf>
44. WHO (2011). M-Health: New Horizons for Health through Mobile Technologies, Global Observatory for eHealth Series, Vol. 3, Geneva: World Health Organization. Available at http://www.who.int/goe/publications/goe_mhealth_web.pdf
45. World Bank (2014). World Bank East Asia and Pacific Economic Update: Enhancing Competitiveness in an Uncertain World. Available at
46. http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/IB/2015/05/05/090224b0828bcb60/1_0/Rendered/PDF/East0Asia0and00n0an0uncertain0world.pdf
- 47.

